

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2040 - VENDREDI 20 JUIN 2014

Fête internationale de la musique

Les musiques urbaines à l'honneur



À l'occasion de la célébration de la fête internationale de la musique ce 21 juin, l'Institut français du Congo (IFC) propose un regard croisé des musiques urbaines

faites d'une variété mêlant Hip-Hop, Slam, R'n'B et bien d'autres genres musicaux tels la rumba, le funk, le reggae, la Salsa et la musique tradimoderne.

À Brazzaville notamment, se dérouleront des productions à différents endroits avec une pléiade d'artistes qui s'exprimeront devant un large public. [Page 14](#)

DÉFORESTATION

Le Congo parmi les bons élèves

Une étude publiée par la Banque mondiale relève que la forêt du Bassin du Congo affiche, comparativement aux forêts d'Amérique et d'Asie du Sud-Est, un faible taux de déforestation. La République du Congo, avec 0,10, est placé en deuxième position après le Gabon (0,7) dans cet ensemble géographique où le pourcentage de perte du couvert forestier reste le plus faible. Les experts de la Banque Mondiale estiment par contre qu'avec le boom minier qui s'annonce au Congo, ainsi que la mise en œuvre du programme de construction d'infrastructures routières, ce pourcentage de déforestation pourra augmenter. [Page 3](#)

ÉCONOMIE CONGOLAISE

Une nette amélioration enregistrée de la balance des paiements

Comparativement à 2009, le Comité de la Balance des paiements a jugé satisfaisants les résultats enre-

gistrés au cours de l'exercice 2010 qui s'est soldé par un excédent dû à la bonne santé des transactions financières opérées tant à l'exportation qu'à l'importation au Congo. « D'année en année, nous sommes en train de connaître quels sont les meilleurs partenaires du pays et quels sont les principaux clients ou pays fournisseurs du Congo », a indiqué le directeur général de l'économie, Michel Niama.

[Page 3](#)

ÉDITORIAL
Le chemin d'avenir 2

[Page 2](#)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université Marien-Ngouabi dotée d'un centre d'innovation en télécommunications

Soucieux de faciliter les échanges avec d'autres universités du monde et favoriser les recherches technologiques, le gouvernement congolais vient d'installer, à travers le projet CAB-CIT, un centre d'incubateur au profit des étudiants et professionnels de l'Université Marien Ngouabi. « Cette plateforme numérique permettra à l'Université de disposer d'un outil d'enseignement et de recherche technologique aux étudiants, d'une part et d'un cadre de renforcement de capacité du personnel technique, d'autre part », a précisé le coordonnateur du projet CAB, Luc Missidimbazi. La mise en œuvre de ce projet universitaire d'innovation en télécommunications et services (PUITS) pour un coût global de 186 millions FCFA a bénéficié du partenariat de la Banque mondiale et de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques. [Page 4](#)

BRAZZAVILLE

Les réfugiés centrafricains organisent une marche pour la paix

Partie de l'aéroport international de Maya-Maya, la marche par laquelle les réfugiés centrafricains habitant Brazzaville ont appelée au retour de la paix dans leur pays s'est achevée au siège du ministère des Affaires étrangères et de la coopération sis boulevard Alfred Raoul.

Sur place, le président du collectif des réfugiés, Maloum Yérîma Ayoubâ a appelé au pardon, à la tolérance et à la réconciliation des filles et fils de la Centrafrique. Tous convaincus que la guerre qui déchire leur pays ne leur à rien apporté de bon brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Baissez vos armes pour que les larmes sèchent, pour que la guerre cesse ». [Page 9](#)

LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION

Le Congo fait figure de modèle avec un pourcentage de 0.10

D'après une étude réalisée par Matthew Hansen, enseignant à l'Université du Maryland, aux États-Unis d'Amérique, publiée en direct de Washington sur vidéo conférence assistée, le 18 juin, par la Banque mondiale, la forêt du Bassin du Congo fait encore bon élève, avec un taux de déforestation encore faible à ce jour.

Les résultats de l'étude effectuée sur le thème « Déforestation dans le Bassin du Congo : quel impact sur le développement de la région », montrent qu'en comparaison avec les forêts d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud-est, notamment du Brésil et de l'Indonésie gravement menacées, la forêt du Bassin du Congo, maintient jusque-là en grande partie, son originalité. Dans les détails, l'étude réalisée entre 2000 et 2012, note tout de même qu'une perte somme toute légère, a été enregistrée dans ce deuxième poumon écologique mondial. Le pourcentage de perte annuelle du couvert forestier notifié dans cette zone forestière, varie d'un pays à un autre du Bassin du Congo. Parmi tous ces pays, la République



Cette image, au Nord-Congo, traduit une gestion responsable des forêts

démocratique du Congo tient la palme d'or en matière de déforestation, avec un pourcentage estimé à

0.30, suivi du Cameroun dont le taux de déboisement est de 0.16. La République centrafricaine quant à elle, se

situe à 0.13, puis le Congo avec un léger mieux de 0.10, au-dessus du Gabon, qui a le pourcentage de perte

de couvert forestier le plus faible, avec 0.7.

Selon l'orateur, cette variation de taux de déforestation d'un État à l'autre est diversement interprétée. En ce qui concerne la RDC, ce pourcentage de déforestation s'explique du fait de l'exploitation minière. Cette exploitation contribue donc énormément à la destruction des écosystèmes forestiers dans ce pays. Cela peut également s'expliquer par la récurrence des conflits armés dans le pays, lesquels entraînent le déplacement massif des populations vers d'autres endroits. Celles-ci, pour survivre dans les lieux d'accueil, sont obligées de détruire les forêts en faisant du charbon.

L'hypothèse de la pratique de l'agriculture sur brûlis n'a pas été écartée dans cette étude, mais demeure encore très faible, en raison de sa faible production agricole en milieu forestier.

Toutefois, les experts de la Banque mondiale estiment qu'avec le boom minier qui s'annonce au Congo, ainsi que la construction des routes qui prend de l'ampleur dans le pays, le pourcentage de déforestation augmentera sans doute.

Firmin Oyé

INTÉGRATION RÉGIONALE

L'Afrique doit investir dans les infrastructures

Pour parvenir à l'émergence, l'Afrique devrait renforcer son système de planification en investissant notamment dans le développement des infrastructures nécessaires pour la croissance du commerce intra-africain.

Le sous-secrétaire général des Nations unies l'a affirmé en sa qualité de président du conseil d'administration de la 53^e réunion de l'Institut africain du développement économique et de la planification (Idep), tenue le 19 juin à Brazzaville.

L'examen de la qualité des informations statistiques et le développement de la politique de communication nécessaire pour les négociations commerciales au niveau international, figurent également parmi les propositions faites par Carlos Lopez, en vue du développement de ce continent. « Nous travaillons pour l'intégration de l'Afrique. Il y a déjà dix pays qui ont des plans d'industrialisation poussés et 27 en train de faire des études prospectives. Cette progression rapide nous encourage. Cependant, elle nous donne des responsabilités de formation, d'accompagnement et d'appui technique », a-t-il déclaré.

Notons que pour contribuer au renforcement des compétences des cadres africains, l'institut a élaboré un agenda des cours sur : la politique minière, les négociations contractuelles et la politique industrielle en Afrique. Un programme d'études intra-africaines est également prévu dans le but de promouvoir et d'approfondir le partage des connaissances

et l'apprentissage mutuel des gouvernements africains. Les chercheurs travaillant sur les questions de gestion et de développement économique bénéficieront également de bourses pour une formation d'une durée de trois mois.

Abordant pour sa part, les difficultés auxquelles sont confrontés les pays africains dans le processus de transformation sociétale, notamment dans le domaine de la gestion et de la planification économique, le ministre congolais délégué au Plan et à l'Intégration, Léon Raphaël Mokoko, a indiqué : « Nous croyons fermement à la corrélation entre la capacité humaine et le développement économique et social. Nous porterons notre pierre à la construction du savoir universel. Car, nous sommes convaincus que l'Afrique a des atouts potentiels suffisants pour constituer un véritable laboratoire au plan de la recherche des stratégies viables pour son développement. »

Créé en 1962 par l'Assemblée générale des Nations unies, l'Idep est un organe subsidiaire de la commission économique pour l'Afrique, ayant pour mandat d'accompagner et d'aider les pays africains à renforcer leurs ressources humaines pour garantir la viabilité de l'indépendance et de la promotion du développement économique du continent.

Il a été mis en place pour le développer, renforcer les capacités et actualiser des aptitudes et compétences techniques des cadres, gouvernements dans le domaine de la gestion économique et de la planification du développement.

Lopelle Mboussa Gassia

TOURISME ET ENVIRONNEMENT

Le site des cataractes du Djoué en voie de privatisation

Dans le cadre du respect des règles de procédure liées à la privatisation de ce site situé à Madibou, dans le 8^e arrondissement de Brazzaville, le comité de privatisation procédera dans les tout prochains jours, au lancement d'un appel d'offres destiné à son aménagement.

Pour appuyer l'initiative qui, selon le ministre du Tourisme et de l'environnement, Josué Rodrigue Ngouonimba, est louable, son département organise le samedi 21 juin, par le truchement de la direction départementale du tou-

risme et de l'hôtellerie de Brazzaville, diverses activités d'animation touristique au sein du site. Ces activités devraient permettre une meilleure occupation de ce lieu actuellement en proie à des actes de banditisme et de prostitution, selon les informations livrées au ministère par le commandement de la gendarmerie nationale.

En effet, pour les organisateurs, l'objectif principal de cette politique est de rendre l'endroit très attractif pour les Brazzavillois et les étrangers, notamment en le rendant salubre et en le débarrassant des bandits et autres malfrats afin d'encourager les futurs acquéreurs et investisseurs. « Le lancement

du futur appel d'offres doit se faire dans de bonnes conditions. Car le nouvel acquéreur ou investisseur trouvera le site propre et aménagé. D'autant que, les opérations de salubrité et de sécurité policière seront organisées au sein du site », a indiqué la directrice départementale du tourisme et de l'hôtellerie. Tout en précisant que l'opération se fera avec le concours de la mairie de Madibou, dans le 8^e arrondissement.

Les 250 participants à cette journée touristique, échangeront sur plusieurs thèmes parmi lesquels, l'aménagement, la sécurisation et la protection des sites.

Rock Ngassakys

BALANCE DES PAIEMENTS

L'année 2010 affiche une nette amélioration

En comparaison avec la balance des paiements réalisée au titre de l'année 2009, celle de l'année 2010 s'est soldée par un excédent. Cette amélioration significative est redevable à la meilleure santé des transactions opérées tant à l'exportation qu'à l'importation par le pays.

Cette avancée des balances commerciales a été relevée le 19 juin à Brazzaville, à l'issue d'une session du comité de la balance des paiements, consacrée exclusivement à l'adoption des balances 2009-2010. La session était dirigée par le directeur général de l'économie, Michel Niama. En effet, le travail réalisé par les experts en finance au cours de cette session de travail, consistait à faire la lecture exhaustive de l'ensemble des transactions, tant financières que

commerciales effectuées par le Congo en importation et en exportation, au titre de ces deux années.

L'objectif poursuivi par cet examen est tout d'abord de chercher à maîtriser les flux de capitaux réalisés aussi bien à l'entrée qu'à la sortie du territoire, mais surtout de constituer un répertoire des pays qui investissent le plus dans le pays. « D'année en année, nous sommes en train de connaître quels sont les meilleurs partenaires du pays, quels sont les principaux pays clients ou pays fournisseurs du Congo », a souligné Michel Niama.

Mais il ressort de cette lecture complète que la balance des paiements, au titre de l'année 2010, est en nette progression au Congo, un léger mieux constaté en comparaison avec celle affichée un an auparavant, notamment en 2009. « Il faut dire qu'au regard des balances 2009 et 2010, il

y a une nette amélioration. Celle de 2009 affichait un déficit, mais en 2010, la balance des paiements s'est soldée par un excédent », a renchéri le directeur général de l'économie.

Parmi les pays identifiés comme grands fournisseurs et partenaires attitrés du Congo, figurent en bonne place la Chine, les États-Unis, la France. En adoptant la balance des paiements au titre de ces deux années, les experts congolais ont pris l'engagement de travailler davantage afin de résorber le plus rapidement possible le déficit en la matière, pour en faire un véritable outil de production économique.

Bien qu'en retard, la prochaine session prévue d'ici la fin de l'année, sera consacrée à la validation des paiements au titre des années 2011, 2012 et 2013.

Firmin Oyé

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Inauguration d'un centre de formation aux TIC

Le gouvernement congolais, à travers le projet CAB-CIT, l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) et la Banque mondiale viennent de doter l'Université Marien-Ngouabi, précisément l'École nationale supérieure Polytechnique (ENSP), d'un outil d'enseignement et de recherche technologique dans le secteur des télécommunications et des TIC.

Le Projet universitaire d'innovation en télécommunications et services (PUITS) : c'est ainsi que s'appelle le centre inauguré ce matin dans l'enceinte de l'ENSP, au cours d'une cérémonie patronnée par le ministre en charge des Télécommunications et des Postes, Thierry Mougalla, en présence du recteur de l'Université Marien-Ngouabi, de la représentante de la Banque mondiale au Congo, des représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et du Directeur général de l'ARPCE.

Initié par l'ARPCE, le PUIITS se veut une plateforme d'échange entre l'université et le monde professionnel, mais aussi un centre d'incubation pour les étudiants de l'Université Marien-Ngouabi dans les secteurs des télécommunications et des TIC. Le projet financé par la Banque mondiale, avec l'appui de l'ARPCE, a été conduit par le projet CAB-CIT pour environ 186 millions de FCFA.

« Cet ensemble qui constitue une plateforme numérique moderne, permettra à l'université de disposer d'un outil d'enseignement et de recherche



La coupure du ruban symbolique

technologique, aux étudiants de jouir d'un cadre d'étude confortable et équipé d'un accès Internet, aux professionnels de profiter d'un cadre de renforcement des capacités du personnel technique », a déclaré le coordonnateur du projet CAB-CIT, Luc Missidimbazi.

Le PUIITS est un ensemble d'infrastructures partant d'un bâtiment de plusieurs pièces avec des outils de travail modernes. Pour l'essentiel, c'est environ 12 places assises pour les cours, un bureau moderne pour enseignant, un vidéoprojecteur haute définition et 3D et un tableau interactif moderne installé dans la salle de cours. La salle multimédia compte 18 postes pour étudiants

avec écrans plats connectés entre eux à la salle serveur avec un accès à Internet via la fibre optique. Les étudiants toucheront du doigt les technologies modernes, grâce au laboratoire de télécommunications, avec plusieurs plateaux dont on peut noter une baie contenant un tiroir fibre optique, des routeurs et des switches Cisco...

L'Université Marien-Ngouabi connectée à la Fibre optique

Grâce à ce projet, l'Université Marien-Ngouabi est désormais connectée au très haut débit grâce à l'implication de Congo Télécom, l'opérateur public des télécommunications. Un débit de 100 mégabits a été attribué à l'université et

une couverture Internet sur l'ensemble du site, grâce notamment au point wifi installé dans les paillotes de PUIITS. À l'inauguration du site, des étudiants ont pu grâce à leur ordinateur portable, se connecter au très haut débit avec plaisir. Dans la salle de cours, des étudiants ont expérimenté le e-learning avec des débits Internet satisfaisants.

Le PUIITS est le fruit d'un accord signé en mai 2013 entre l'ARPCE et l'Université Marien-Ngouabi, en vue de permettre aux étudiants et élèves finalistes en master de télécommunications, de participer aux différents projets dans le secteur des TIC et télécommunications. Pour concrétiser ce projet qui a permis depuis trois ans à l'ARPCE de

recevoir en stage des étudiants de l'ENSP, le PUIITS, dont les travaux ont été lancés le 21 août 2013, a ainsi vu le jour. « C'est un sentiment de satisfaction pour la réalisation d'un important projet pour la jeunesse étudiante, les chercheurs et les apprenants qui s'engagent dans des formations de haut niveau. Un cadre de travail qui est conforme à ce qui est attendu au 21e siècle dans tous pays qui se veulent émergents », a souligné Thierry Mougalla.

La plateforme dont un accord de gestion a été signé le même jour entre l'ARPCE et l'Université Marien-Ngouabi, permettra assurément, d'étancher la soif de toute une génération de Congolais en qui concerne la formation dans le secteur des TIC et de les amener à faire face aux exigences d'un marché de l'emploi de plus en plus compétitif. « À travers ce programme et d'autres initiatives à venir, nous aspirons à réduire progressivement le déficit en ressources humaines congolaises qualifiées que l'on observe dans le secteur des TIC au Congo », a souligné Yves Castanou, directeur général de l'ARPCE.

Pour le recteur de l'Université Marien-Ngouabi, le professeur Armand Moyikoua, « l'aboutissement de ce projet est interprété comme un pas de plus dans la matérialisation de l'ouverture irréversible de notre université vers le monde du travail, en vue d'optimiser ses ressources et de répondre plus efficacement aux besoins de la société ».

Quentin Loubou

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION SUR LA PLACE DE PARIS

Le GARA de Paris propose un partenariat avec le cercle de réflexion le Café du Savoir de Brazzaville

Dans la première quinzaine du mois de juillet, les deux cercles de réflexion comptent organiser à Paris (France), une conférence-débat sur la constitution congolaise du 20 janvier 2002.

Le Groupe Alternatif pour le Renouveau Africain suit avec beaucoup d'intérêt l'actualité politique en République du Congo, dominée par le débat sur la poursuite ou non de l'œuvre du Président Denis Sassou N'Guesso.

Aussi, le Groupe Alternatif pour le Renouveau Africain (GARA) tient-il à souligner, qu'à chaque fois que le Président Denis Sassou N'Guesso a reçu l'appel du destin, il ne s'est jamais détourné de sa mission. Cela s'est vérifié au début de la décennie 1990 quand l'Afrique était en proie aux convulsions du difficile passage de la gouvernance des partis uniques à la démocratie pluraliste. Il avait permis un changement politique dans son pays sans heurts ni effusion de sang, mais plutôt avec maturité et dignité. Sa formule, restée célèbre, « *J'assume* », rappellera toujours à la postérité la sagesse et la grandeur d'esprit d'un homme d'Etat qui, au tournant de l'Histoire, a pris l'option d'ouvrir à son peuple les écluses de l'avenir.

C'est pourquoi le GARA s'étonne que dans ces moments de troubles permanents liés à une évolution du monde mal maîtrisée, pour ne pas dire mal orientée à dessein, se matérialisant par le retour des reflexes rétrogrades, il se trouve certains Africains pour se faire l'écho des thèses irresponsables et antidémocratiques, s'inscrivant ainsi dans le droit fil de la politique de « guerre à l'Afrique » qui depuis 150 ans réprime et normalise, soumet puis contient les populations du continent sur des territoires donnés et selon des modèles politiques contraignants.

Dans ce mouvement d'historisation de plus en plus fort, il est peu indiqué voire même franchement dangereux, d'exiger, au nom d'obscurs desseins une jonction intergénérationnelle, c'est-à-dire demander aux aînés de transmettre le témoin à la génération montante, qui, au lieu de se livrer comme une cohorte

frustrée et impatiente se bornant à critiquer le passé, doit plutôt apprendre à faire surgir des idées nouvelles sans courir derrière le dernière mode.

Le GARA se félicite de l'option du Président Denis Sassou N'Guesso qui privilégie le dialogue et la concertation, gage de paix et stabilité, et l'exhorte à préserver les fondements du plus précieux patrimoine commun : sa démocratie. A l'heure où un Occident aveugle se rêve encore en maître du monde et face à la montée de l'intégrisme politique et religieux en Afrique, avec les actions terroristes de la Secte Boko Haram, nous réaffirmons notre ferme engagement en faveur de la politique du Président Denis Sassou N'Guesso et nous lui apportons notre soutien. D'autant que ses engagements internationaux, notamment dans la résolution du différend rwando-congolais ou le règlement de la crise centrafricaine, n'ont jamais été aussi prolifiques qu'en ce moment.

A cet égard, le GARA a décidé d'organiser dans la première quinzaine du mois de juillet, une journée d'information sur le Congo. Cette journée va nous permettre de démontrer les idées reçues et de présenter la République du Congo sous son vrai visage : celui de la prospérité et de la confiance dans son avenir.

Fait à Paris, le 15 Juin 2014

Pour le Conseil Exécutif

Le Chargé des Relations Extérieures et Porte-parole

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

□ « Dans une équipe de football, il faut laisser la liberté à l'entraîneur de préparer son équipe. Il ne faut pas que les ministres, les politiques s'en mêlent. »

François Mpelé, ancien Diable rouge, champion d'Afrique en 1972 à Yaoundé, Les Dépêches de Brazzaville, numéro spécial sur la Coupe du monde 2014

□ « Bien souvent en Afrique, lorsqu'il y a des changements on aime réinventer la roue. Et c'est dommage, car on perd énormément en termes de temps, d'efficacité et de rendement. Il faut apprendre à bâtir sur l'existant et à améliorer l'existant. »

Jean-Claude Masangu Mulongo, gouverneur Honoraire de la Banque Centrale du Congo (RDC), African Business Journal, 18 juin 2014

□ « C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à température normale. Quand la jeunesse refroidit, le reste du monde claque des dents ».

Charles Consigny, écrivain et juriste français, citation empruntée, Le Point, 22 mai 2014

□ « Quand ce qui est scientifiquement nécessaire et vrai prend le dessus sur ce qui est politiquement juste et légitime, le fossé se creuse entre ceux qui devraient décider de la manière dont ils veulent être gouvernés et ceux qui les gouvernent. La technocratie n'est généralement qu'un alibi d'une volonté de puissance qui ne supporte pas la contradiction. »

Alassane K. Kitane, professeur au Lycée Segrigne Ahmadou Ndack Seck de Thiès (Sénégal), Le Quotidien, 6 juin 2014

□ « La politique à venir entre l'Afrique et la France sera le fruit des décisions et des réflexions conjointes. »

Jacques Godfrain, ancien ministre français de la coopération, lors du sommet de l'Élysée tenu le 7 décembre à Paris.

ÉDUCATION POUR TOUS

Débat sur l'alimentation scolaire

En vue d'élaborer le plan d'action sur l'alimentation scolaire au Congo, Brice Hilaire Ounounou, le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, a ouvert le 18 juin, au ministère des Affaires étrangères, un atelier sur l'approche systémique pour l'amélioration des résultats de l'éducation.

L'atelier a pour but de faire un diagnostic de l'alimentation scolaire sur la base des piliers identifiés par la Banque mondiale. Les travaux seront répartis en groupes et porteront sur plusieurs communications. Parmi les thèmes qui seront développés figurent « la politique du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation sur l'alimentation scolaire : approche systémique pour l'amélioration scolaire et le mode de financement » et « l'alimentation scolaire en République du Congo ».

Le premier thème a été développé par le directeur général de l'enseignement de base. Selon lui, le gouvernement ne

dispose pas de politique de cantine scolaire, mais contribue aux fournitures scolaires. La restauration des élèves dans les établissements est confrontée à un manque de moyens institutionnels, de transport ainsi qu'à un malentendu entre les populations et les directeurs des écoles.

Les interrogations ont tourné autour du manque de données sur les cantines scolaires : taux de fréquentation, résultats dans les lieux d'implantation des cantines, accroissement dans les départements, critères d'implantation, politique des cantines en faveur des élèves autochtones.

Ouvrant les travaux, Brice Hilaire Ounounou a expliqué que les statistiques scolaires étaient en hausse en 2008 et 2009. En vue d'augmenter le taux de scolarisation et d'améliorer les résultats scolaires, le ministère avec l'appui du partenariat international pour le développement humain (IPDH) a mis en œuvre le Programme des cantines scolaires. En conclusion de ses propos, Brice Hilaire Ounounou a appelé les participants à réfléchir dans le cadre politique et institutionnel sur l'alimentation scolaire.

Selon le directeur général, la politique du ministère est de doter toutes les écoles de cantines. Pour le Partenariat international pour le développement humain (IPDH), les critères sont conditionnés aux problèmes d'accessibilité, d'eau et de comité de gestion. « Le projet avait au départ la charge de 140 000 élèves. Actuellement, il se limite à 70 000 élèves et progressivement la charge reviendra au ministère », a indiqué l'une des responsables de l'IPDH. Le Programme alimentaire mondial s'appuie sur l'étude d'évaluation de la zone en insécurité alimentaire et des indicateurs scolaires.

Le représentant du Programme alimentaire mondial, David Bulman, présent à cette cérémonie, a appelé le gouvernement à s'approprier la gestion de l'alimentation scolaire.

Sylvie Dossou, représentante de la Banque mondiale au Congo, a, pour sa part, donné des éclaircissements sur l'outil de diagnostic. Elle a assuré le ministère de l'appui du Programme alimentaire mondial et de la Banque mondiale dans le domaine de l'éducation.

Lydie Gisèle Oko

DON DE SANG

L'AJAJC offre des poches au CNTS

Dans le cadre de la Journée mondiale de don de sang célébrée le 14 juin, les membres de l'Association des jeunes amis de la jeunesse congolaise (AJAJC) ont fait un don de sang volontaire et gratuit au Centre national de transfusion sanguine (CNTS).

Ces jeunes ont aussi organisé une sensibilisation de proximité à l'importance de faire ce geste. Selon le secrétaire général de l'AJAJC, Stylain Goma, l'objectif premier de ce don de sang est de sauver des vies car certains états cliniques exigent un traitement par le sang. « Il peut s'agir de cas d'anémie, d'accidentés de la route ou encore de femmes pendant l'accouchement. En fonction des besoins, on transfuse des globules rouges, des plaquettes ou du plasma. Malheureusement, à cause de la réticence de nombreuses personnes à faire ce don et aussi le fait que le sang ne puisse être remplacé par un produit de substitution, les pénuries sont toujours possibles », a-t-il indiqué.

Faire don de son sang peut, a-t-il ajouté, être aussi l'occasion de bénéficier d'un suivi médical car le sang donné est sou-



Photo de famille des membres de l'AJAJC après le don de sang (© Adiac).

mis à de nombreux tests (hépatite B et C, VIH/sida, etc.). En relation avec le thème choisi cette année — « Un sang sécurisé pour sauver des mères » —, l'AJAJC a mis un accent particulier,

dans sa sensibilisation, sur la situation des femmes qui meurent pendant les complications dues aux accouchements difficiles.

Parfait Wilfried Douniama



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
PDG02	Renforcement des capacités de planification des élus locaux	5 jours	07 au 11 juillet 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	14 au 18 juillet 2014
GMP13	Techniques de négociation des contrats des marchés publics	3 jours	15 au 17 juillet 2014
FF2	La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	21 au 25 juillet 2014
GRH03	Outils et méthodes d'évaluation des compétences	4 jours	22 au 25 juillet 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	28 au 25 juillet 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

ÉDUCATION

Les cantines scolaires stimulent les élèves

Le département de la Cuvette-Ouest a ouvert en avril dernier à Ewo, l'internat du lycée d'enseignement général afin que cette infrastructure contribue à l'amélioration des rendements scolaires des élèves internes.

Cet internat a une capacité d'accueil de 64 élèves, avec 4 pavillons de 16 élèves chacun. Les élèves qui seront internés vont utiliser dans un premier temps le dortoir du bâtiment B déjà aménagé. Le choix de ces élèves est basé sur leurs résultats scolaires, ce sera donc les plus méritants qui en bénéficieront. D'autres élèves seront choisis dans un cadre social, notamment ceux qui n'ont pas de parents sur place à Ewo et des orphelins, ainsi que les filles qui ont une moralité acceptée, a-t-on appris du proviseur du lycée, Ludovic Kinkala. Pour sécuriser l'internat, un travail complémentaire est nécessaire. Il est relatif à : la confection d'un mur de clôture, des puisards pour chaque bloc, des toilettes et des digues pour éviter que l'eau de pluie qui ruisselle puisse heurter les murs de ce bâtiment ainsi que l'installation d'un paratonnerre pour éviter les chocs électriques.

Des cantines instaurées, des résultats positifs

Visant à procurer l'éducation pour tous et à lutter contre le fléau de la malnutrition, le projet d'instauration des cantines scolaires devrait engendrer des retombées positives. « Nous sommes certains que les résultats seront nombreux et très encourageants », indique un directeur d'une école primaire privée. « En comblant les besoins nutritionnels des élèves, rapidement nous pourrions remarquer une plus grande assiduité et une meilleure concentration de leur part. De plus, les résultats et la fréquentation scolaire vont augmenter », a-t-il ajouté. Il est à prévoir que l'instauration de cantines dans les écoles primaires va

contribuer également à faire reculer le taux de malnutrition.

Une fois installées, l'objectif sera d'assurer la pérennité de ces cantines scolaires qui vont beaucoup apporter au développement économique et social des communautés. « Les communautés doivent prendre en charge ces initiatives. Pratiquement, nos cantines survivent grâce à un système de coûts partagés. D'un côté, il y a les subventions et de l'autre, il y a la contribution annuelle des parents. Chaque élève doit fournir 50 kilos de céréales par année pour alimenter les cantines », sollicite ce directeur d'école.

Des cantines, un bien pour l'éducation

D'une manière collective, la restauration scolaire répond à une double exigence : maintenir la qualité nutritionnelle des repas et mieux informer les parents, notamment sur l'importance des questions liées à la sécurité alimentaire. L'école est aussi un lieu privilégié d'éducation au goût, à la nutrition et à la culture alimentaire. Un ancien inspecteur de l'enseignement a expliqué que la consommation d'aliments par les élèves pendant les récréations relevait du choix des parents. Il est de leur responsabilité de veiller à préserver l'équilibre alimentaire en privilégiant la consommation d'un fruit ou d'une barre céréalière par jour. Il faut, en outre, veiller au respect des règles d'hygiène, de sécurité, mettre à disposition dans les établissements scolaires des installations sanitaires suffisantes et correctement équipées permettant le lavage et le séchage des mains.

Inciter les cantines scolaires...

Toutefois, dans le 6e arrondissement de Brazzaville Talangai, tout comme dans le 5e Ouenzé, la démarche est désespérante : il n'existe que très peu d'écoles qui ont instauré des cantines scolaires dans les écoles primaires. Pourtant, pourvoir au déjeuner des écoliers est un élément capi-

tal de l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Les enseignants et les directeurs d'écoles sont formels sur l'instauration des cantines scolaires. Car ils savent qu'il est difficile de demander à un enfant d'être concentré, d'être motivé, s'il a le ventre vide. Or la plupart du temps, les parents d'origine modeste ne préparent pas de repas pour leurs enfants lorsqu'ils partent pour l'école, faute de moyens. Il est donc important que de vraies cantines se développent, avec une volonté politique forte.

Il y a des écoles qui n'ont jamais eu de cantines, d'autres qui ont perdu leurs cantines. Et puis il y a celles qui inventent leurs propres solutions en impliquant parfois les parents d'élèves. En effet dans la plupart des écoles primaires publiques ou privées, les enfants apportent le matin des gâteaux de farine qui seront mouillés avec le jus de gingembre apporté dans un petit sachet ou bouteille, en guise de repas.

Des calories pour un repas nutritif

Comblant les besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire est l'un des objectifs bénéfiques des cantines scolaires. En plus, apprendre la valeur nutritive des aliments aidera les écoliers à redécouvrir les mets locaux oubliés ou délaissés. Selon les diététiciens, le grammage des aliments doit être enrichi. Pour une meilleure protection des écoliers il est important qu'un organisme recueille pour un repas nutritif au moins 11g de protéines de bonne qualité, 220mg de calcium et 3mg de fer. La diminution des apports de glucides simples ajoutés et de lipides, notamment les acides gras saturés, vise une meilleure adéquation des apports de fibres, de minéraux et de vitamines, pour aboutir à un équilibre global satisfaisant des repas.

Enfin, il convient de prendre en compte le confort des élèves, lors de la prise du repas, dans un environnement agréable : aménager les locaux et avoir un mobilier adapté.

Fortuné Ibara

OYO-CUVETTE

Une campagne de dépistage gratuit du cancer du col de l'utérus

La campagne, qui se déroule du 18 au 28 juin, est l'œuvre du député de cette localité du département de la Cuvette, Denis Christel Sassou N'Guesso. Elle est traduite sur le terrain par l'ONG « Solidarité cancer » que dirige le professeur Jean Bernard Nkoua-Mbon.

Après avoir organisé des campagnes de dépistage et de vaccination contre le cancer du col de l'utérus à Brazzaville et à Oyo entre novembre et décembre 2013, le député de la circonscription électorale d'Oyo, vient de lancer une nouvelle opération gratuite en faveur de ses mandants. En effet, si la première a concerné la vaccination des jeunes adolescentes contre cette maladie qui tue environ 500 femmes par an au Congo, cette nouvelle campagne est destinée aux femmes dont l'âge varie entre 18 et 69 ans qui sont plus exposées au risque du cancer puisqu'ayant déjà connu les accouchements et parfois des césariennes.

Au total, trois centres sont retenus pour accueillir les patientes, notamment l'hôpital Maman-Mouebara, le centre de santé intégré d'Edou et celui d'Oyo où ces femmes bénéficieront d'un examen de coloscopie permettant la détection d'un soupçon de cancer ou d'autres microbes potentiellement dangereux. « Après Brazzaville, nous avons lancé la campagne de vaccination, la toute première au Congo, contre le virus du papillome humain, géniteur du cancer de col de l'utérus. Trois passages de vaccination ont été réalisés ici. Nous avons pensé, avec le député, qu'il était nécessaire d'organiser également une campagne de dépistage du cancer du col de l'utérus pour conclure cette lutte », a expliqué le professeur Jean Bernard Nkoua-Mbon après le lancement de la campagne.

Le dépistage est gratuit et les per-

sonnes souffrant du cancer du col de l'utérus seront prises en charge gratuitement. « Nous sommes ici pour couvrir cet événement et pour donner une chance à nos mamans, à nos sœurs d'Oyo. Chaque année, nous enregistrons à peu près 500 nouveaux cas de cancer, ce qui est énorme, si vous prenez un cancer du sein qui peut être traité, il faut dépenser au moins 7 à 8 millions FCFA, aucun Congolais ne peut payer cela. C'est un grand problème de santé publique que le député d'Oyo a compris, c'est pour cela qu'il s'est inscrit dans cette politique non seulement pour accompagner les professionnels que nous sommes, mais également pour accompagner le département de la Santé », a ajouté le coordonnateur de la campagne.

D'après lui, surinstructions du député d'Oyo, les professionnels de l'ONG « Solidarité cancer » ont sillonné quelques localités du pays parmi lesquelles Ewo, Ouessou, Impfondo, Mabombo, Kingoué où partout, les problèmes sont pratiquement les mêmes. « En fait, le député d'Oyo veut accompagner la politique de santé de la République du Congo. C'est donc dans le cadre du partenariat public-privé qu'il s'est inscrit, et nous l'accompagnons dans cette tâche-là. Je crois qu'après Oyo, nous irons à Mouyondzi où les populations nous attendent parce que nous avons des choses à réaliser là-bas », a conclu Jean Bernard Nkoua-Mbon.

Parfait Wilfried Douniama



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES
(Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE MALADIE ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

AFRICA

Promotion Spéciale

Imprimante tout-en-un HP Deskjet 1050 A 49.000 TTC

Onduleur APC 650 VA
Prix : **55.000 TTC**

Cartouche HP 21 N/C
Prix : **13.500 TTC**

Cartouche HP 122 N/C
Prix : **8.500 TTC**

Spécificités

- Impression, Numérisation, Copie
- A4; A5; A6; B5; C5; C6; DL; Enveloppes; Cartes
- 1 port USB 2.0 haut débit
- Jusqu'à 14 ppm en noir, 10 ppm en couleur
- Garantie 1 an

Revendeur agréé acer

Av. Alphonse Fandera, Immeuble CNSS, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - info@terratech-cg.com - www.terratech-cg.com

acer HP DELL SAMSUNG Microsoft APC iPad SONY

SANTÉ DE LA FAMILLE

Comment réduire de moitié la mortalité maternelle, néonatale et infantile au Congo d'ici à 2015 ?

Pour répondre à cette problématique, les participants à l'atelier de validation à mi-parcours du rapport de la revue de la feuille de route pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale (2008-2015), ont formulé quelques recommandations pour l'amélioration de l'offre de service de soins de santé.

2012-2013, elle est passée à 426 décès pour 100.000 naissances vivantes. La mortalité néonatale est, quant à elle, passée de 33 pour 1000 naissances vivantes à 22. « On peut se dire que des efforts ont été faits, la revue intermédiaire qui a été faite en 2013 a permis de relever des faiblesses importantes qui portent, tant sur les problèmes de gouvernance, de déficit des ressources humaines, financières et même en termes de ressources matérielles allouées au

Ces constats de la revue 2013 ont pris en compte, a-t-il ajouté, la première année de la mise en exécution de la directive du président de la République sur la gratuité de la césarienne et des interventions obstétricales majeures. « Il est en effet, important de constater que si les efforts étaient déployés en adéquation avec les faiblesses identifiées, il est possible de ne pas atteindre les objectifs mais il est important que nous puissions nous rapprocher des objectifs de réduc-

transports qui permettront de référence en période d'urgence ; la disponibilité des médicaments pour pouvoir prendre en charge les femmes qui viennent pour accoucher et même pour le suivi de la grossesse.

« Il y a certaines urgences parce qu'il y a des maladies au cours de la grossesse qui peuvent tuer la femme enceinte. Aujourd'hui, nous avons des problèmes de réanimation des nouveau-nés dans les hôpitaux. Il faudrait que tous ces hôpitaux soient dotés de tous ces instruments qui pourront permettre de prendre en charge le couple mère-enfant », a souligné un participant.

Améliorer la qualité des prestations sanitaires

L'atelier était organisé en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon la représentante résidente de cette institution onusienne au Congo, Fatoumata Binta Tidiane Diallo, cette feuille de route élaborée par l'OMS afro visait à amorcer un mouvement qui amènera les États, la communauté internationale, la société civile et les particuliers à agir pour garantir la santé et le bien-être des mères et des enfants. Cette grande stratégie de réduction de la mortalité maternelle passe par la participation de la communauté et des prestations de soins, a-t-elle insisté. Il s'agit, entre autres, de créer les conditions minimales d'une assistance par un personnel qualifié pendant la grossesse, l'accouchement et la période post-natale

à tous les niveaux des prestations de soins de santé et de créer des partenariats stratégiques pour renforcer les investissements dans ce domaine. « La mise en œuvre de cette feuille de route devrait garantir d'ici à 2015, un renforcement des capacités institutionnelles du ministère de la Santé et de la Population, le renforcement des capacités opérationnelles des différentes structures en charge de la santé de la mère et de l'enfant et l'amélioration de la qualité de l'offre de service en santé de la reproduction », a poursuivi Fatoumata Binta Diallo.

Clôture des travaux, le directeur général de la Santé a rappelé que le gouvernement s'était déjà engagé dans la modernisation du système sanitaire afin d'améliorer les conditions de travail. « L'Assemblée nationale vient récemment de voter la loi sur la couverture sanitaire universelle. Il s'agit donc d'un coup de fouet essentiel qui va nous amener vers l'équité. Pour cela, il faudrait que nous puissions améliorer la qualité des prestations sanitaires pour que, plus jamais aucune femme ne décède pour donner la vie, et surtout que nous ne banalisons plus les décès des nouveau-nés », a déclaré Alexis Elira Dokekias, se félicitant de l'appui technique que l'OMS, l'Unicef et le Fnuap ne cessent d'apporter au ministère, surtout au niveau de la question de la mortalité maternelle, néonatale et infantile.

Parfait Wilfried Douniama



Alexis Elira Dokekias (au milieu) présidant les travaux

Selon le ministère de la Santé et de la Population, la situation au Congo est paradoxale. En effet en 2005, la mortalité maternelle était exprimée, selon les enquêtes, à près de 781 décès pour 100.000 naissances vivantes. Après la revue de fin 2011 qui a été publiée en

secteur qui s'occupe de la santé génésique, bref la santé de la mère et de l'enfant. Il apparaît également que l'implication de la communauté est très faible », a expliqué le directeur général de la Santé, le Prof Alexis Elira Dokekias à l'ouverture de l'atelier.

tion de la mortalité maternelle et néonatale qui sont pour la plupart liés », a-t-il expliqué.

À l'issue du diagnostic fait, les participants ont demandé au ministère de la Santé et la Population de doter les structures sanitaires des moyens de



LYCÉE FRANÇAIS SAINT EXUPÉRY



ÉTABLISSEMENT CONVENTIONNÉ

aeefe
agence pour l'enseignement français à l'étranger

APPEL A LA CANDIDATURE


Le lycée Français Saint - Exupéry de Brazzaville recrute, pour le 1^{er} septembre 2014, un(e) documentaliste pour son centre de documentation et d'information.

Le poste est à temps complet.


Les candidats doivent posséder un diplôme de l'enseignement supérieur d'un niveau licence minimum ; un master II étant l'idéal et si possible, être en capacité de faire preuve d'expériences professionnelles dans le domaine. Priorité sera donnée aux candidats titulaires d'un diplôme universitaire en " Sciences et technologies de l'information et de la communication " ou en " techniques de documentation ".

Les candidatures, avec CV, lettre de motivation, extrait de casier judiciaire, attestations des employeurs précédents sont à déposer à l'attention du proviseur lycée Saint - Exupéry avenue de l'OUA Brazzaville ou à lui envoyer par mail à proviseur@lycee-saintexbrazza.org pour le vendredi 27 juin 2014, dernier délai.

Les candidats sélectionnés sur dossier seront ensuite convoqués pour un entretien.



LYCÉE FRANÇAIS SAINT EXUPÉRY
BRAZZAVILLE - CONGO



aeefe
agence pour l'enseignement français à l'étranger

APPEL A CANDIDATURE


Le lycée français Saint-Exupéry de Brazzaville recrute, à compter du 1^{er} septembre 2014, un professeur d'espagnol qui assurera 12h de cours par semaine.

Le candidat devra être en possession d'un diplôme de langue et culture hispaniques d'un niveau BAC +3 minimum.

En outre, des expériences attestées d'enseignement de l'espagnol et de séjour dans un pays hispanophone seront valorisées.

Les candidatures avec CV, lettre de motivation et attestations sont à déposer auprès de Madame l'Assistante du Proviseur lycée français Saint Exupéry Avenue de l'OUA à Brazzaville avant **le vendredi 20 juin 2014**

Les candidats pré sélectionnés seront ensuite convoqués pour des tests de niveau et un entretien individuel.

Le Proviseur


EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE
Le FAGACE accélère le développement en Afrique

FAGACE 5,25% net 2014 - 2019

MONTANT DE
L'OPÉRATION

40

MILLIARDS
DE FRANCS CFA



5,25%



Net par an
Durée : 5 ans

Période de souscription:

du **05 Juin** au
15 Juillet 2014

Prix d'une Obligation : 10 000 FCFA



www.empruntobligatairefagace.com



FAGACE

Emetteur



La Financière

Arrangeur et chef de file

SYNDICAT DE PLACEMENT
• BGFİ BOURSE

Avis de perte

Monsieur Mohamad Abdellatif demande à toutes personnes de bonne volonté qui ont vu ou ramassé le passeport égaré en date du 20 mai 2014 au nom de Mohamad Abdellatif, de le contacter aux N° 06 950 08 08 / 05 678 00 00



Monsieur Youssef Malek demande à toutes personnes de bonne volonté qui ont vu ou ramassé le passeport (n° 141 69 96) au nom de Youssef Malek de nationalité Libanaise, de le contacter au n° 06 631 44 44 / 05 523 33 34

IN MEMORIAM



20 juin 2007 - 20 juin 2014
Cela fait sept (7) ans qu'il y a eu la disparition de monsieur N'Zoulani Benoît. En ce jour de triste anniversaire, les enfants Nzoulani et la veuve Nzoulani née Ingoba Héléne demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

PROGRAMME DES OBSÈQUES

La famille Kimbembé représentée par Alphonse Mpakou, suivis des frères, sœurs, cousins, de la veuve et des enfants ont la profonde douleur d'annoncer, aux amis et connaissances du décès survenu le 8 juin de Daniel Nganga « Merlos » grand teinturier à Makélékélé. La veillée se tient au domicile du défunt sis rue Mbemba Théodore n°2421. Les obsèques auront lieu demain vendredi 20 juin à Boko au village Massesse selon le programme ci-après :
-9h levée du corps à la morgue de Makélékélé
-10h : recueillement au domicile du défunt ;
-12h : messe à l'Eglise évangélique du Congo de Baongo ;
-14h : départ pour le village Massesse à Boko.

CRISE CENTRAFRICAINE

Les réfugiés centrafricains au Congo appellent au retour de la paix dans leur pays

Les réfugiés centrafricains et demandeurs d'asile ont, à travers une marche dite de paix organisée le 19 juin, prélude à la Journée internationale des réfugiés qui est célébrée le 20 juin de chaque année, invité les autorités de leur pays à tout mettre en œuvre pour que la paix revienne dans ce pays.

La marche pour le retour de la paix et la réconciliation en Centrafrique a regroupé une centaine de personnes. Elle est partie de l'aéroport international Maya-Maya en passant par le boulevard Denis-Sassou-N'Gouesso jusqu'au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. Sur des affiches, on pouvait lire : « Baissez vos armes pour que les larmes sèchent, pour que la guerre cesse » ; « Rien que la Paix en Centrafrique » ; « Qu'avons-nous gagné de la guerre ? » S'adressant à la secrétaire adjointe du ministère des Affaires étrangères, représentant le ministre, le président du collectif des réfugiés centrafricains au Congo, Maloum Yérima Ayouba, s'est exprimé : « Permet-

tez-nous de dire haut et fort, à qui-conque veut l'entendre, que la Centrafrique est notre patrie et le dénominateur commun de tous ces filles et fils quel que soit leurs divergences d'opinions ou leurs appartenances politiques ou religieuses. Nous réfugiés et demandeurs d'asile centrafricains au Congo, appelons au pardon, à la tolérance, à la réconciliation pour que les musulmans et chrétiens cohabitent et vivent désormais ensemble. Appelons à un retour à la paix et à la dignité humaine pour un lendemain meilleur. » Maloum Yérima Ayouba a, par ailleurs, remercié le gouvernement du Congo et son peuple pour l'accueil réservé aux réfugiés centrafricains et les efforts du Congo dans la recherche des solutions à la crise centrafricaine. Après avoir lu son discours, il l'a transmis à la Secrétaire générale adjointe du ministère des Affaires étrangères, Maryse Chantal Itoua Apoyolo, pour qu'elle l'achemine au président de la République Denis Sassou N'Gouesso, médiateur de la crise centrafricaine. La Secré-

taire générale adjointe du ministère des Affaires étrangères, également présidente de la Commission d'éligibilité au statut de réfugié, a conforté les réfugiés centrafricains et les a appelés à garder espoir d'un retour à la paix en Centrafrique avant de promettre de transmettre ce message à qui de droit. La crise centrafricaine a éclaté en mars 2013 et avait entraîné la chute du président François Bozizé. Une première transition avait été mise en place avec à la tête Michel Djotodia. Après son évincement par l'Union africaine et la Communauté internationale, la Centrafrique est actuellement dirigée par l'ancienne maire de Bangui, Catherine Samba-Panza. Depuis l'éclatement de cette crise jusqu'à nos jours, des milliers de Centrafricains ont quitté le pays pour se réfugier dans les pays voisins à savoir le Congo-Brazzaville, le Tchad, le Cameroun, la RD-Congo et le Gabon. Les États membres de la sous-région et la Communauté internationale multiplient les efforts pour que la paix revienne dans ce pays.

Tiras Andang

COMMÉMORATION

« Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre »

Nous avons tous entendu cette phrase empreinte de solennité et d'émotion qui, généralement, marque la célébration officielle de l'Appel du 18 juin, le premier discours prononcé par le général de Gaulle à la radio de Londres, sur les ondes de la BBC, le 18 juin 1940.

Au Congo, dans le cadre de cette journée commémorative, une cérémonie s'est déroulée ce mercredi 18 juin, square De-Gaulle à Baongo, 2e arrondissement de Brazzaville, en présence de plusieurs autorités civiles et militaires, parmi lesquelles l'ambassadeur de France au Congo, Jean-Pierre Vidon, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division Guy Blanchard Okoi, ainsi que le haut commandement militaire, les anciens combattants et plusieurs invités. Après la lecture du texte de l'Appel du 18 juin, plusieurs gerbes de fleurs ont été déposées par les autorités civiles et militaires. Les clairons ont interprété la Sonnerie aux morts. Après une minute de silence, la Marseillaise et la Congolaise ont été jouées pour la cir-



La dépôt de la gerbe de fleurs au Square De Gaulle

constance. Le deuxième temps fort de la cérémonie a été la remise des distinctions à cinq anciens combattants congolais méritants qui ont reçu à titre exceptionnel la Croix du combattant. Le discours du général de Gaulle sur les ondes de la BBC, le 18 juin 1940, rappelez-le, est un appel aux armes dans lequel il appelle à ne pas cesser le combat contre l'Allemagne nazie et prédit

la mondialisation de la guerre. Ce discours — très peu entendu sur le moment, mais publié dans la presse française le lendemain et diffusé par des radios étrangères — est considéré comme le texte fondateur de la Résistance française, dont il demeure le symbole.

Guillaume Ondzé

EFFECTUEZ LA MAINTENANCE PREVENTIVE

Pour 15.000 Frs

jusqu'au 31 août 2014

Protégez votre ordinateur



- Nettoyage complet
- Sauvegarde des données
- Elimination des virus
- Installation Antivirus 2014⁽¹⁾
- Réparation hard + soft
- Réparation du réseau^{New(1)}
- Déblocage de mots de passe Windows XP / Vista / 7
- Récupération des données perdues (clés, disques durs)^{New(1)}
- Vérification durée de vie disque dur^{New}



Bzv 04 475 88 41 / 06 668 90 11 - Kin +243 89 93 20 131

849 rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

Souriez, Vous êtes au Village TOUTOU !

Auberge - Restaurant-Bar - Espaces pour réunions
Piscine - Tennis - Golf - Ecotourisme - Culture
Pistes de randonnée pédestre



Vos Week-ends et Vacances, notre passion

A 85 km de Brazzaville - 12 km de Kinkala sur la route de Boko **Réservation: 06 668 82 36 / 06 666 51 01**

ETS LEONARD VILLAGE TOUTOU

Boulevard Denis SASSOU NGUESSO (enceinte Direction Générale SOPECO)
à côté du restaurant Hassan Burger - B.P: 13084 - Brazzaville Centre-ville
République du CONGO

Weekend NON STOP !!!



Avec **Masolo**  **Ya Bandeko**

Minutes incluses	Code d'activation	Coût
50 minutes	*170*6#OK	300 FCFA
100 minutes	*170*7#OK	500 FCFA

Parle plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123


WARID
Passer à l'action

SPECIALE FORMATION INFORMATIQUE

Bénéficiez de toutes nos formations

+ 1 mois d'assistance gratuite⁽¹⁾

• **Initiation**
• **Avancé**

Choisissez votre lieu
de formation

• formation à domicile
• en entreprise
• Centre KD

- Initiation à la Bureautique • Word • Excel • PowerPoint • Publisher
- Fonctions avancées • Excel^{New}
- Outlook (mails, contact, calendrier et agenda)^{New}
- Base de données • Access
- Gestion • Ciel Compta • Ciel • Paye • Ciel gestion commerciale
- **Ciel Compta niv2** (Immobilisation, Trésorerie prévisionnelle, Comptabilité analytique, Tableaux de bord)^{New}
- Infographie • Retouche d'image avec Adobe Photoshop
- Initiation à l'Internet
- Formation aux réseaux
- Maintenance informatique
- Synchroniser + partager données avec smartphone et PC^{New}
- Comment configurer la sécurité AV réseau • Symantec Endpoint^{New}
- Configuration d'un moteur SMS^{New}
- Administration d'un autocom IP^{New}

(1) Offre soumise à condition

 **KD Computer**

Bzv 04 475 88 41 / 06 668 90 11
Kin +243899320131

849, Rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Rome va manifester pour la libération des lycéennes nigérianes

De nombreuses associations entendent se joindre à la diaspora africaine dans les rues de Rome ce samedi pour réclamer la libération des otages de Boko Haram.

Que l'enlèvement de plus de deux cent lycéennes de la localité de Chibok, dans l'État de Borno, au nord du Nigéria, soit une affaire qui suscite une émotion planétaire n'est plus à démontrer. En Europe, en Asie, en Afrique, aux États-Unis — jusqu'à la Maison-Blanche —, les manifestations se multiplient pour marquer, y compris par les réseaux sociaux, la solidarité pour le sort de ces jeunes femmes. D'autant plus que la secte islamiste de Boko Haram qui a revendiqué ces enlèvements (ainsi que celui de vingt autres jeunes femmes nigérianes au début de ce mois) menace toujours de les vendre et/ou de les marier de force.

La campagne « BringBackOurGirls » (ramenez nos filles) bat son plein dans le monde. Michelle Obama s'y est même ostensiblement jointe. Mais jusqu'ici, l'Italie était un peu en retrait de la vague d'émotion mondiale. En dehors de

quelques propos isolés, les grands ténors de la politique ne donnaient pas l'impression d'avoir été touchés par les agissements de Boko Haram. Sauf, c'est logique, lorsque ce mouvement terroriste s'en est pris à des missionnaires italiens dans le nord du Cameroun. Ils ont été libérés depuis.

Cette « lacune » est en voie d'être corrigée. Ce samedi, partiront de plusieurs endroits de Rome, des manifestations BringBackOurGirls. Elles seront menées par l'association Nigerian Community qui appuie fortement le département pour l'égalité des chances de la Région du Lazio (Latium, Rome et sa province). Elles ont d'ores et déjà suscité des milliers d'adhésions en ligne, une campagne conduite par l'association interculturelle Griot, connue pour ses conférences et ses débats sur les questions de l'interculturalité et de l'intégration. Griot a pour principale animatrice Marguerite Lottin, fille du célèbre musicien camerounais décédé Eboa Lottin.

Libres d'être, libres de choisir

Des associations féminines et masculines de toutes origines, des organisa-

tions humanitaires et divers regroupements de la diaspora africaine vont battre le pavé romain aux cris de « Libere di essere - Libere di scegliere » (Libres d'être, libres de choisir) par lesquels les organisations entendent de nouveau attirer l'attention sur le sort de la femme africaine. Plusieurs contraintes culturelles font d'elles la victime trop souvent directe de mœurs et pratiques d'un autre temps. Rappelons, par exemple, que la campagne mondiale contre l'excision a trouvé à Rome une de ses plus puissantes avocates en la personne d'Emma Bonino, l'ancienne ministre italienne des Affaires étrangères et militante féministe de la première heure.

La manifestation de samedi commencera à 17h30. Les différents cortèges qui feront jonction au pied du Capitole, la mairie de Rome, s'ébranleront ensuite en direction de la place Farnèse, point d'arrivée retenu. Cet endroit n'a pas été choisi au hasard : la place Farnèse est considérée comme la place de la liberté pour les étrangers en Italie. Depuis 1874, le palais Farnèse est le siège de l'ambassade de France en Italie.

Lucien Mpama

VATICAN

Le pape appelle le monde à venir en aide aux réfugiés

Pour l'Église catholique, le sort du réfugié renvoie à Jésus-Christ qui fut lui aussi un réfugié avec ses parents en Égypte.

C'est au cours de l'audience générale qu'il tient traditionnellement le mercredi que le pape François a appelé les catholiques et les personnes de bonne volonté à célébrer par des gestes concrets ce vendredi la Journée mondiale du réfugié. Devant des milliers de fidèles rassemblés place Saint-Pierre, le souverain pontife a invité à sortir des paroles creuses pour célébrer, vendredi 20 juin, la Journée du réfugié « que la communauté internationale consacre à ceux qui sont contraints de quitter leur propre terre pour fuir les conflits et les persécutions ». La multiplication des guerres et des conflits, les précarités induites par des situations économiques ou environnementales peu viables mettent sur les routes du monde des millions de désespérés en quête d'abri. « Le nombre de ces frères réfugiés ne cesse d'augmenter et, ces jours-ci encore, plusieurs milliers de personnes ont été amenées à quitter leurs foyers pour se sauver. Des millions de familles réfugiées de tant de pays, des millions, des millions de toutes les religions, qui vivent dans leurs vies des drames qui pourront difficilement être guéris. » Une telle situation appelle le monde à passer aux actes, souligne le chef de l'Église catholique. Il appelle surtout les catholiques à se montrer solidaires et agissants, en se rappelant que le sort de ces millions de personnes n'est pas étranger à l'histoire même du christianisme. « Soyons proches d'eux, en partageant leur peurs et leurs incertitudes pour le futur, en soulageant concrètement leurs souffrances. Jésus a été un réfugié, il a dû fuir pour sauver sa vie, avec Joseph et Marie, il est allé en Égypte », a rappelé le pape en allusion à un épisode que racontent les Évangiles.

C'est pourquoi son appel s'est mêlé à une prière à la Vierge Marie, « qui connaît les douleurs des réfugiés », à se faire protectrice des millions d'êtres humains en désespoir. « Marie, Mère des réfugiés, priez pour nous », a conclu le chef de l'Église catholique qui est lui-même fils d'immigrés italiens partis au début du siècle dernier en Argentine chercher un mieux-être.

L.Mp.

FRANCOPHONIE

Qui sera le nouveau secrétaire général ?

L'élection du nouveau secrétaire général de la Francophonie aura lieu au mois de novembre, lors du prochain sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui se tiendra à Dakar (Sénégal). D'éminentes personnalités sont en lice. Qui succèdera à l'ancien président du Sénégal, Abdou Diouf, en poste depuis le 20 octobre 2002 ? En attendant la liste définitive, voici le profil des candidats connus.

Henri Lopes : écrivain congolais, homme politique, il est actuellement ambassadeur du Congo en France. Il a longtemps occupé des fonctions ministérielles dans son pays. Henri Lopes est considéré comme l'un des représentants les plus connus de la littérature africaine moderne. En 1972, il a été lauréat du Grand Prix littéraire d'Afrique noire de l'Association des écrivains de la langue française pour son livre Tribaliques. En 1993, l'Académie française lui a décerné le Grand Prix de la Francophonie. À 77 ans, l'écrivain congolais est à sa troisième tentative.

Adrien Houngbédji : ancien Premier ministre du Bénin, il serait le candidat officiel de son pays. Juriste de formation,

il brigue pour la première fois le poste de secrétaire général de la Francophonie.

Michel Sleiman : il est l'actuel président du Liban. À 66 ans, le chef de l'État libanais veut apporter sa contribution à l'OIF.

Pierre Buyoya : la candidature de l'ex-président burundais, arrivé au pouvoir en 1987 par un coup d'État, a été officiellement annoncée par l'actuel chef de l'État Pierre Nkurunziza au début du mois d'avril. L'appui apporté à sa candidature par l'actuel président burundais Pierre Nkurunziza est loin de faire l'unanimité dans son pays où les treize années (1987-1993 et 1996-2003) de pouvoir du major-président n'ont pas laissé que de bons souvenirs. Pierre Buyoya (65 ans) est actuellement représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel.

Jean Ping : ancien président de la Commission de l'Union africaine, ancien ministre et l'un des proches d'Omar Bongo Ondimba, le Docteur Jean Ping (72 ans) est lui aussi candidat à la succession d'Abdou Diouf. Ils sont deux avec Henri Lopes à briguer le secrétariat général de l'OIF pour le compte de l'Afrique centrale.

Edem Kodjo : à 76 ans, l'ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité

africaine, deux fois Premier ministre de son pays, le Bénin, et actuel président de la Fondation Pax Africana, brigue pour la première fois le secrétariat général de l'OIF.

Dioncounda Traoré : la candidature du Pr Dioncounda Traoré, ancien président par intérim de la République du Mali, a été révélée au mois de mai par le site d'information en ligne du magazine Jeune Afrique. Après les élections de 2013, Dioncounda Traoré a ouvert un cabinet de consultant à Bamako. Depuis l'annonce de sa candidature, ni lui ni les autorités actuelles de son pays n'ont confirmé cette information.

Jean-Claude de l'Estrac : l'ancien ministre mauricien des Affaires étrangères et actuel secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) a été parmi les premiers à se porter candidat. Plusieurs organisations, dont l'Autorité intergouvernementale pour le développement, ont déjà annoncé leur soutien à sa candidature.

Autre candidature non négligeable à cette élection : celle de Kadré Désiré, actuel président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

À suivre...

Tiras Andang

FRANCE

Claudia Haidara Yoka expose sur le cinéma africain

Claudia Haidara Yoka a animé, le mois dernier, une master class à l'École de la Cité (cinéma et télévision) que préside le réalisateur français Luc Besson. Au cours de cet échange, Luc Besson a souligné la bienveillance et la générosité de la cinéaste congolaise, car son exposé a été un vecteur de promotion de valeurs comme l'humilité, le respect et le partage.

Invité par Laurent Jaudon, il s'agissait pour Claudia Haidara Yoka d'apporter sa vision du cinéma africain en commençant par faire un état des lieux. « J'ai été très flattée, car je ne suis pas une cinéaste de renom internationale pour être invitée à ce genre d'évènement où il n'y a que des grands réalisateurs qui passent ; cela était un honneur pour moi », avoue-t-elle.

Au cours de cette master class, la cinéaste congolaise est revenue sur les différentes étapes traversées par le cinéma africain : le cinéma de colonisation avec Paulin Soumanou Vieyra, l'un de ses précurseurs ; le cinéma des indépendances ; et le cinéma sous dépendance plus ou moins régie par des subventions. « Nous sommes dans un nouveau genre cinématographique, car les jeunes aujourd'hui traitent des sujets vrais et d'actualité, un peu à l'exemple du cinéma nigérian qui intéresse beaucoup parce qu'il attaque des sujets d'actualité », explique-t-elle.

Devant une assistance captivée par l'exposé

est né un partenariat entre l'École de la Cité, et la cinéaste congolaise qui bénéficiera de la présence de deux stagiaires de cette institution pour son prochain film. « Il s'agit d'une comédie d'action et l'idée de départ, c'est une jeune réalisatrice qui ne trouve pas de fonds pour faire son film : elle essaie de braquer une banque dans un braquage virtuel inspiré d'un sujet traité par CNNMONEY sur un hacker qui a pu dépouiller une banque sans jamais sortir la moindre arme ni faire de mal à qui que ce soit. »

Le film sera tourné à Brazzaville avant janvier 2015, date à laquelle se tiendra la deuxième édition du Festival du film des femmes africaines Tazama que dirige Claudia Haidara Yoka. Ce film sera le résultat de la première édition du Tazama où des engagements ont été pris. Des acteurs du Gabon, Centrafrique, Nigeria, Sénégal et du Congo y participeront. « Ce film nous a donné l'opportunité de mettre en place un partenariat avec deux élèves qui ont participé à cette master class. Ils seront stagiaires, un moyen pour nos techniciens d'échanger avec des jeunes formés par Luc Besson qui a une autre vision du cinéma, avec une approche très américaine. Le tournage devrait durer entre trois semaines et un mois et nous avons tout pour faire un bon film, un film panafricain. »

Claudia Haidara Yoka a déjà à son actif plusieurs fictions, parmi lesquelles Brazza blues, Bozoba, Manigances, Circonstances atténuantes.

Hermione Désirée Ngoma

Identifiez votre entreprise !!!



KD Computer

Livraison badges 24 H chrono

- Badge en PVC
- Badge avec carte à puce
- Badge à piste magnétique



Bzv 04 475 88 41

06 668 90 11

Kin +243 89 93 20 131

849 Rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

**Garde
le même
numéro !**

**Bénéficie
toujours de
warid Xpress !**



**Les forfaits
Solola sont
toujours là !**

**Les tarifs
restent
les mêmes !**

**Profite encore
de Masolo
ya Bandeko !**

Océan Djibouty



**Service Zala'alèz,
tout savoir sur l'union
warid / airtel.**



Pour plus d'infos,
appelez le 123 (abonnés warid) ou le 121 (abonnés airtel).



PARUTION

Christophe Muzungu publie « République démocratique du Congo : mondialisation et nationalisme »

À quelques jours de la célébration, le 30 juin, du cinquante-quatrième anniversaire de l'indépendance de son pays, l'ambassadeur de la République démocratique du Congo en République du Congo vient de publier un ouvrage à travers lequel il rend hommage à Patrice Émery Lumumba, Laurent-Désiré Kabila et autres grandes figures nationalistes.

Les 198 pages de ce livre, publié aux Éditions L'Harmattan, sont organisées en cinq chapitres consacrés à l'explication de certains concepts clés (mondialisation, nationalisme, panafricanisme, impérialisme, capitalisme, etc.) et à la description des mécanismes et modes d'action de la mondialisation. L'ouvrage se propose d'expliquer également le destin dramatique des dirigeants nationalistes du tiers-monde, en se penchant particulièrement sur ceux de la République démocratique du Congo.

« La déstabilisation des institutions du Congo et l'assassinat des dirigeants nationalistes du tiers-monde sont les fruits de la logique implacable de l'impérialisme capitaliste international, appelé aujourd'hui mondialisation, dont l'expansion ne peut s'accommoder de la résistance et de l'indocilité des leaders nationalistes », estime Christophe Muzungu. Parmi ces nationalistes, l'auteur cite, entre autres, Dona Béatrice Kimpa Vita, Simon Kimangu, Patrice Émery Lumumba, Pierre Elengesa, Christophe Muzungu, Camille Yangara, Joseph

Mbuyi, Jean-Pierre Finant, Emmanuel Nzuzi, Laurent Désiré Kabila, qui, d'après lui, se souciaient du bien-être de leur peuple et ont payé « le prix de leur tentative de résistance face au rouleau compresseur d'une globalisation au service de l'expansion de l'impérialisme capitaliste international ».

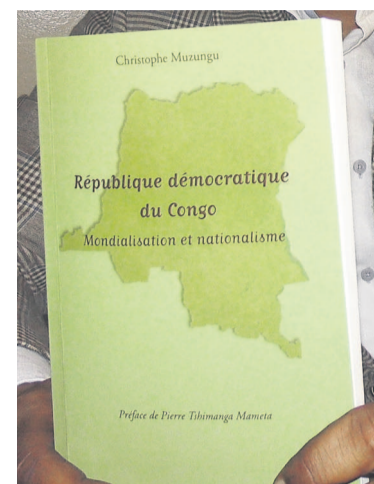
Ensuite, Christophe Muzungu met en exergue les convoitises suscitées par le Bassin du Congo, la description d'un processus d'assujettissement de cette région « aux desseins de l'économie capitaliste internationale ». On peut aussi y lire que « Le commerce triangulaire, la colonisation et la mise en place, dans les pays du tiers-monde,

des mécanismes d'exploitation néolibérale, ont été remplacés dans la rationalité du processus de mondialisation. »

Un autre chapitre retrace les événements de la résistance congolaise face à l'impérialisme capitaliste. Il rappelle les actions des mouvements de résistance culturelle aux premières heures de l'évangélisation, l'insurrection des populations du bassin du Congo devant la domination et l'exploitation coloniales, et le combat des nationalistes congolais au lendemain de l'indépendance du Congo.

La République démocratique du Congo convoitée par les grandes puissances du monde.

Au chapitre 2, l'auteur explique que très peu de temps après la découverte du Congo, les explorateurs ont constaté que le pays avait des richesses très importantes à exploiter. La Belgique s'y intéressa rapidement, ainsi que la France et les États-Unis d'Amérique à travers les sociétés multinationales. Christophe Muzungu évoque « l'assujettissement progressif du bassin du Congo », la résistance congolaise contre la traite, la colonisation et le néocolonialisme, l'héritage nationaliste et l'avenir de la RDC : « Ne craignons pas d'affirmer que l'élimination physique des nationalistes congolais s'inscrit dans la logique implacable de l'impérialisme capitaliste international, qui ne peut tolérer, à la tête d'une terre aussi convoitée que la République



démocratique du Congo, des dirigeants indociles et nationalistes. » « À travers ce livre, je veux donner l'espoir à la jeunesse montante congolaise de croire que tout n'est pas encore fini, et qu'avec nos richesses, nous pourrions reconstruire notre pays. Avec ceux qui sont avides de nos richesses, nous pouvons trouver un terrain d'entente où chacun pourra se retrouver », indique Christophe Muzungu.

Christophe Muzungu est juriste et avocat de formation. Il est actuellement ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la RDC au Congo-Brazzaville. Il est l'auteur de plus de cinq publications et de chapitres d'ouvrages de droits de l'homme sur divers sujets. Son prochain livre en cours d'édition s'intitule La Cour pénale Internationale face à la crise congolaise.

Yvette Reine Nzaba



Le président Laurent Désiré Kabila et le vice gouverneur de la ville de Kinshasa, Christophe Muzungu à Brazzaville (octobre 1997)

OFIS TRAINING
Center

OFIS

IT. Services. People. You trust.

Ensemble, améliorons votre performance !

Formation	Durée	Date	Ville
Avril 2014			
Windows 7 : Prise en main de votre poste de travail	1 jour	14	Pointe-Noire
Windows 8 : Prise en main de votre poste de travail	1 jour	15	Pointe-Noire
Word 2010/2013 : Fonctions de base	3 jours	16-18	Pointe-Noire
Excel 2010/2013 : Fonctions de base	3 jours	22-24	Pointe-Noire
Excel 2010/2013 Tableaux et Graphiques Croisés Dynamiques	1 jour	29	Pointe-Noire
Piloter un projet avec Ms Project 2010	3 jours	28-30	Pointe-Noire
Troubleshooting Windows 7 in Enterprise + Certification	3 jours	28-30	Brazzaville
Mai 2014			
CCNA + Certification 200-120	10 jours	5-17	Pointe-Noire
Windows Server 2008 + Certification	5 jours	19-23	Brazzaville
Créer les sites webs avec les CMS Joomla 2.5 et Drupal 7	5 jours	19-23	Brazzaville
ITIL V3 Foundation + Certification	3 jours	26-28	Pointe-Noire
Créer les sites webs avec les CMS Joomla 2.5 et Drupal 7	5 jours	26-30	Pointe-Noire



Tél.: 06 600 0000

info@ofis-otc.com
www.ofis-otc.com

Tél.: 01 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

FÊTE DE LA MUSIQUE

Le monde en fête le 21 juin

Chaque année à cette date, le monde célèbre la fête de la musique. À Brazzaville un méga-concert est prévu au Centre sportif de Makélékélé. Il est organisé par le Festival panafricain de musique (Fespam) et les Brasseries du Congo (Brasco). Outre ce méga-concert, bien d'autres spectacles auront lieu à Brazzaville.

Célébrée actuellement dans plus d'une centaine de pays, la Fête de la Musique ne cesse de gagner de l'ampleur. Le Congo n'est pas resté en marge de cette fête mondiale. Plusieurs productions musicales sont prévues dans la ville capitale.

Le Fespam en partenariat avec Brasco organisent un méga-concert au Centre sportif de Makélékélé, auquel prendront part les artistes et groupes musicaux ci-après : Nzété Oussama, Bana Batéké, Echos du Congo, Kitcho, Musée d'art, Liz... Si les mélomanes de Makélékélé sont honorés, il en sera de même pour ceux de Baongo dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, où l'Institut français du Congo (IFC) situé dans cette zone administrative, fidèle à sa tradition de promouvoir la musique, produira une musique variée mêlant le Hip-Hop, le Slam, la RnB et bien d'autres genres musicaux tels que : la rumba, le funk, le reggae, la Salsa et la musique traditionnelle.

Non loin de là au Cercle Sony Labou Tansi, toujours dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, l'association culturelle Les Stars du Congo, organisera un concert cette fois-ci dédié à la musique traditionnelle. Alors que le magnifique cadre du restaurant-bar Chez Valentine, les Saveurs du monde, recevra Gypsie « La Tigresse » de la musique congolaise et son groupe le 242. C'est un concert organisé par Orizongroup.

Rappelons que cette fête a d'abord été imaginée en 1976 par le musicien américain Joel Cohen qui travaillait alors pour Radio France, notamment à France Musique. Cohen proposait pour cette chaîne des « Saturnales de la Musique » pour le 21 juin et le 21 décembre lors des deux solstices. Il voulait que les groupes de musique jouent le 21 juin au soir, jour de l'été boréal.

C'est après les élections présidentielles de 1981 que cette idée a été adaptée par Maurice Fleuret et mise en place en France par Jack Lang alors ministre de la Culture. Sa première édition a eu lieu le 21 juin 1982 mais elle a officiellement été déclarée le 21 juin 1983, l'occasion d'une liesse populaire. La manifestation a connu un succès croissant au cours des décennies suivantes. C'est en 2011 que cette fête s'est complètement internationalisée : en moins de trente ans, elle est reprise dans plus de 110 pays sur les cinq continents. D'abord,



Les artistes en plein spectacle

dès 1985 en Europe et les deux hémisphères, avec plus de 340 villes participantes dans le monde. Parmi les dernières en date, il y a la ville de Bogotá depuis 2012.

La Fête de la Musique a pour vocation de promouvoir la musique de deux façons. Sous le slogan homophone à son nom, « Faites de la musique ! », elle encourage les musiciens amateurs à se produire bénévolement dans les rues et espaces publics. Grâce à l'organisation de nombreux concerts gratuits, d'amateurs mais aussi de professionnels, elle permet à un public large d'accéder à des musiques de toutes sortes et origines : musique classique, jazz, rock, world music, musique traditionnelle, etc., et même celles chantées dans toutes les langues.

Pourquoi le choix de la date du 21 juin ?

La date du 21 juin a été choisie parce qu'elle coïncide le plus souvent avec le solstice d'été (donc aussi un des jours les plus longs de l'année, ou la nuit la plus courte pour ceux qui festoient jusqu'à l'aube). La coïncidence avec l'été symbolise ainsi le sacre de la nature à travers cette journée festive, à l'image des fêtes païennes dédiées à la nature ou aux moissons depuis l'Antiquité (dont les fêtes de la Saint-Jean, des fêtes populaires où un grand feu était allumé toute la nuit le soir du 24 juin, date traditionnelle de fin des plus longs jours de l'année, et qui ont existé en France jusque dans les années 1990, où la plupart des feux ont été interdits pour des

raisons de sécurité et souvent à cause de la législation destinée à éviter les incendies dans des zones soumises à des restrictions d'eau ou de protection de l'environnement).

Une fête célébrée à travers le monde

La Fête de la Musique n'a pas encore acquis dans le monde l'ampleur et la régularité qu'elle a acquise en France, car elle dépend largement de la volonté et des moyens des organisateurs locaux issus des milieux associatifs, mais souvent aussi sous l'impulsion des réseaux francophones, même si l'événement est devenu dans certains pays populaire et spontané. C'est le cas dans les régions francophones de Belgique et de Suisse ou certains pays d'Amérique latine. Cette fête connue parfois sous le nom World Music Day (Journée mondiale de la Musique) bien que le nom français soit souvent utilisé dans certains pays anglophones (en même temps que Make Music!, traduction littérale de Faites de la musique !) ou germanophones, ou bien sous des noms traduits littéralement comme Fiesta de la Música (espagnol), Festa della Musica (italien), wi to Muzyki (polonais), Praznic Musike (bosnien) ou encore Dünya Müzik Günü (turc). Notons qu'à Genève en Suisse, la Fête de la Musique dure trois jours, le week-end le plus proche du 21 juin.

Bruno Okokana

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
PROJET FORÊT ET DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE (PFDE)
Financement IDA- Crédit n°5121-CG

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°004/MEFDD-CAB/PFDE/AON/F/2014

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour contribuer au financement du Projet Forêt et Diversification Économique (PFDE) et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture des équipements techniques de terrain.

2. L'Unité de Coordination du Projet Forêt et Diversification Économique (PFDE) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des équipements techniques de terrain suivants destinés aux Brigades Forestières. Lot unique constitué des équipements suivants : cent et deux (102) GPS, vingt cinq (25) jumelles, quatre vingt deux (82) appareils photos numériques ; vingt (20) clisimètres ; soixante trois (63) curvimètres, vingt neuf (29) compas forestiers, cent et deux (102) tentes de camping, sept (07) bottes, quinze (15) imperméables, cent cinquante (150) ceintures lombaires.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres national (AON) tel que définit dans les « Directives : passation des marchés financés par les Prêts de la BIRD et les Crédits de l'IDA » édition 2011, et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Directives.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du PFDE, sise Quartier OCH, Case J 142/V, Moungali III-SOPROGI, Brazzaville, Tél 00 242 05 616 95 74/06 817 06 33, courriel : pfdecongo2011@yahoo.com et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de 8 heures à 16

heures, heures de Brazzaville.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en Français à l'adresse mentionnée ci-dessous contre un paiement non remboursable de cinquante mille (50 000) Francs CFA. La méthode de paiement sera : versement en espèces contre reçu auprès du « Projet Forêt et Diversification Économique ». Le document d'Appel d'offres sera adressé par courrier express ou par voie électronique à tout soumissionnaire qui en exprime la demande et les frais d'expédition sont à sa charge.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse du PFDE ci-dessous au plus tard le 20/07/2014 à 14 heures, heure locale de Brazzaville. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne à l'adresse du PFDE mentionnée ci-dessous le 20/07/2014 à 14 heures 30 minutes. Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre, d'un montant équivalent à 1,5 Millions de FCFA.

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est : Projet Forêt et Diversification Économique (PFDE) ; Quartier OCH ; Case J 142/V, Moungali III-SOPROGI ; Brazzaville ; République du Congo.

Fait à Brazzaville le 19 Juin 2014

Le Coordonnateur du PFDE,

Fidèle NKOUNKOU



Devenez Partenaires de Total Congo pour la distribution des lubrifiants TOTAL



La Société TOTAL Congo, acteur de référence dans le secteur des Lubrifiants, recherche des partenaires pour la distribution des Lubrifiants TOTAL.

Saisissez cette opportunité, et devenez distributeur/revendeur de toute la gamme des lubrifiants TOTAL. Pour cela, il faut idéalement que vous puissiez justifier :

- d'une expérience avérée dans la distribution ;
- de bonnes références en gestion et développement de business ;
- d'une bonne capacité financière ;
- d'un accès à des installations de stockage.

Les personnes physiques et morales intéressées sont priées de faire acte de candidature au plus tard le 31 Juillet 2014 en adressant leur dossier par messagerie électronique (e-mail) à l'adresse contact@totalcongo.com ou en le déposant dans nos bureaux soit à Brazzaville (Rue de la Corniche) soit à Pointe-Noire (1, Rue de Massabi - Entrée du Port).

Total Congo S.A.
Société Anonyme au capital de 10 000 000 CFA
Tél. BZV : 00 242 06 660 65 26 – Tél. PNR : 00 242 06 660 65 27
Société Anonyme au capital de 10 000 000 CFA
Siège social : Rue de la Corniche – BRAZZAVILLE – REP. DU CONGO
RCCM n° 07-B-302 – NIU : M 2005110000197159

TOTAL *Effimax*

Super Gasoil

La Nouvelle Génération de Super et de Gasoil



**PLUS
D'ÉCONOMIES**



**PLUS
DE PERFORMANCE**



**PLUS
DE PROTECTION**

Total Effimax est une nouvelle gamme de carburants de qualité supérieure, disponible en Super et en Gasoil dans les stations-services Total de Brazzaville et de Pointe-Noire.



CALENDRIER ÉLECTORAL

La Ceni et ses partenaires politiques tentent d'aplanir leur différend

Tous les mandataires des partis politiques régulièrement enregistrés sont conviés ce vendredi 20 juin à prendre part à une réunion extraordinaire du Comité de liaison de la Ceni. Un seul point est inscrit à l'ordre du jour, celui du Calendrier des élections urbaines, municipales et locales.

Les mandataires des partis politiques et les responsables de la Commission électorale indépendante (Ceni) se retrouvent ce vendredi 20 juin pour tenter d'aplanir leur différend sur le calendrier électoral publié le 26 mai dernier. C'est sur une initiative de l'institution électorale à travers son comité de liaison « Ceni-Partis politiques » que cette rencontre est convoquée, apprend-on. En fait, la Ceni qui tient à baliser la voie pour la tenue des élections urbaines, municipales et locales crédibles, sait qu'elle a intérêt à dialoguer avec ses partenaires politiques pour enlever tous les écueils qui jonchent son parcours. Acculé et au

pied du mur, l'abbé Apollinaire Malumalu a sûrement écouté la voie de la sagesse qui l'astreint à rechercher le consensus autour du fameux calendrier qui est loin de faire l'unanimité. La pression est telle qu'il y a lieu de recadrer le tir. Une certaine opposition, composée essentiellement des partis politiques n'ayant pas participé aux concertations nationales, estime que le calendrier de la Ceni n'offre pas toutes les garanties concernant les autres échéances électorales, notamment, la présidentielle 2016. En chœur, l'UNC, le MLC, l'Écité, l'UDPS et tant d'autres partis de l'opposition sont sur le point de boycotter le processus électoral tant que l'abbé-président camperait sur sa position. Certains parmi ces partis ont même menacé de retirer leurs délégués au sein du bureau de cette institution. « Il faut que tout le monde maîtrise plus ou moins les paramètres du calendrier électoral », entend-on dire du côté de l'opposition.

Embrayant sur ce discours de l'opposition, plusieurs voix se sont élevées parmi les partenaires extérieurs de la



Abbé Apollinaire Malumalu, président de la Ceni

Ceni pour exiger un calendrier électoral complet incluant la présidentielle de 2016. À la suite des envoyés spéciaux de la communauté internationale pour les Grands lacs qui avaient, les premiers, exigé un calendrier global inté-

grant l'ensemble du processus électoral jusqu'en 2016, d'autres partenaires ont emboîté le pas à l'instar de la mission de suivi électoral de l'Union européenne en RDC. De passage récent à Kinshasa, la délégation de l'UE a encouragé la Ceni à publier un calendrier électoral complet, consensuel et assorti d'un budget détaillé. Pour l'heure, la Ceni n'a publié que le calendrier des élections urbaines, locales et municipales qui se tiendront en 2015. Le flou reste entretenu sur la suite du processus électoral ainsi que sur ses différentes échéances. Dans les milieux proches de la Ceni, on n'est en tout pas disposé à revoir la copie. Et d'ailleurs, l'abbé Apollinaire

Malumalu avait déjà annoncé les couleurs lorsqu'il avait déclaré, au plus fort de la polémique, que la publication du calendrier électoral relevait des seules prérogatives de la Ceni. Toute interférence était dès lors mal vue. Une approche soutenue par la majorité présidentielle qui tourne en dérision les contestations de l'opposition en mettant en relief le caractère hétérogène de la Ceni composée des membres de la société civile et des partis politiques (opposition et majorité). Tout le monde étant partie prenante au sein de cette institution, toute contestation des décisions prises s'avère un non sens, argumente-t-on à la Majorité. La rencontre de ce vendredi paraît comme celle de la dernière chance pour tenter de repartir sur des bases consensuelles dans un processus électoral qui balbutie déjà avant d'atteindre sa vitesse de croisière. Toutefois, au regard des positions figées des uns et des autres, le consensus recherché risque de n'être qu'un vœu pieux. Ce qui requiert des grandes concessions de part et d'autre.

Alain Diasso

PARC NATIONAL DES VIRUNGA

Les lauréats africains du Prix Nobel alternatif exigent l'arrêt des activités pétrolières

Ils exhortent la compagnie pétrolière Soco à renoncer à son titre dans les limites de cette aire protégée et à honorer l'engagement pris de respecter tous les sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco.

Réunis la semaine dernière au Caire, en Égypte, dans une première conférence régionale, les lauréats du Prix Right Livelihood Award (Prix Nobel alternatif) ont signé une pétition dans laquelle ils demandent l'arrêt immédiat du projet d'exploration et d'exploitation du pétrole au Parc national des Virunga. Ce document est intitulé : « Parc National des Virunga : Joyau de la nature africaine ou nouveau champ de pétrole ? » Dans leur appel, ces personnalités ont énergiquement désapprouvé le projet d'exploration du pétrole en cours dans ce Parc par la compagnie britannique Soco international PLC, « au mépris des lois congolaises et des conventions internationales ratifiées par la RDC, particulièrement les conventions pour la protection du patrimoine mondial de l'Unesco et celle de Ramsar ».

Pour eux également, en effet, les activités pétrolières entraînent des risques de pollution et de déstabilisation de l'écosystème qui pourraient détruire à tout jamais ce site extraordinaire, ainsi que les revenus qu'il apporte aux communautés locales.

« Si cette exploitation pétrolière doit avoir lieu, elle établirait un dangereux précédent à savoir : quel que soit sa valeur écologique, sociale ou son statut de protection, une zone ne peut être ouverte à l'extraction pétrolière », ont-ils signifié.

Ces lauréats africains du Prix Nobel alternatif ont sollicité du gouvernement congolais, l'annulation du permis



Une action menée contre les activités pétrolières dans les Virunga.

octroyé à la compagnie pétrolière Soco au sein du Parc national des Virunga et de poursuivre son développement durable à travers les différentes initiatives telle l'Alliance Virunga. Ils ont également demandé au gouvernement, de respecter les réglementations et les lois nationales visant à interdire les activités nuisibles à l'environnement, telles que l'exploration et l'exploitation pétrolières dans les aires protégées; et d'éradiquer les différents groupes armés autour et à l'intérieur du parc pour faciliter la reprise de l'écotourisme dans la région.

Alors qu'à la compagnie pétrolière britannique, ils ont recommandé à renoncer à son titre dans les limites de cette aire protégée et à honorer l'engagement pris de respecter tous les sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco.

Ces personnalités ont noté que le Parc national des Virunga, créé en 1925 est le premier parc national africain classé au patrimoine mondial de l'Unesco en

1979 et devient ensuite un site RAMSAR en 1996. « Il est mondialement reconnu pour ses habitats uniques allant du sommet du Ruwenzori à plus de 5 000 m, aux volcans, savanes, forêts et lacs riches en biodiversité. C'est le parc le plus emblématique de la RDC avec la plus grande biodiversité d'Afrique et le seul au monde à rassembler trois taxons de grands singes dont plus d'un quart de la population mondiale de gorilles des montagnes », ont-ils précisé.

Les lauréats africains du Prix Nobel alternatif ont également noté que des centaines de milliers de personnes dépendent du Parc national des Virunga pour leur nourriture, et l'accès à l'eau potable. « Plusieurs études estiment à plus de 50 000, des personnes qui dépendent de l'eau potable et de la pêche du lac Édouard, zone en cours d'exploration par la compagnie Soco », ont-ils appuyé.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

L'OMS salue les performances du programme élargi de vaccination dans le monde

C'est durant ce mois que le programme élargi de vaccination (PEV), révèle un communiqué de l'OMS, fête ses 40 ans d'existence. C'est grâce à ce programme que des grandes performances ont été réalisées à travers le monde dans le cadre de la lutte contre les six maladies évitables par la vaccination.

À travers le programme élargi de vaccination, le monde est déterminé à lutter contre les autres maladies évitables par la vaccination telles que la polio, la diphtérie, la coqueluche.

« alors qu'avant la création de ce programme plusieurs pays ne faisaient que réagir aux flambées », indique le Dr Ciro de Quadros, arrivé à la tête du Programme dans la Région OMS des Amériques en 1976.

« Nous avons réuni les responsables de pays et tous ceux qui au sein des gouvernements étaient concernés par l'épidémiologie, les soins de santé primaires etc. », rappelle le Dr de Quadros, « nous avons recensé les problèmes qui se posaient – comment améliorer la couverture, assurer la surveillance et organiser la chaîne du froid – et nous les avons analysés ».

Selon l'OMS, c'est au cours des années 1970 que les pays du monde entier souhaitent lancer leur propre Programme élargi de vaccination « mais d'importants éléments leur faisaient défaut, notamment un financement durable, des vaccins thermostables dans les pays tropicaux, des moyens de transport adéquats et un système garantissant la qualité des vaccins ». En sus de cela, il fallait assurer la chaîne de froid et la formation des agents. L'unité de la chaîne du froid de l'OMS a mis au point une grande partie des besoins logistiques détaillés des programmes nationaux et fourni une formation aux responsables nationaux de la vaccination. En République démocratique du Congo, le Dr Jean-Marie OkwoBele a coordonné la vaccination

dans trois provinces au cours des années 1980 avant de devenir coordinateur national du Programme élargi de vaccination. « Les principaux éléments », précise-t-il, « étaient la formation des responsables des provinces et des districts, la fourniture de moyens de transport pour les districts – automobiles, motocyclettes et bicyclettes – et la fourniture de matériel de la chaîne du froid, congélateurs et réfrigérateurs notamment, pour que les vaccins restent au frais. L'électricité était rare mais nous avons reçu des fonds pour nous procurer du kérosène pour faire fonctionner les réfrigérateurs à absorption ».

Pour le Dr Okwo-Bele, un financement et un appui politiques fiables ont été essentiels pour le programme de vaccination national et la RDC a pu bénéficier des deux, grâce aux efforts conjugués des autorités, des organismes du système des Nations unies et de partenaires comme USAID, Oxfam et Rotary International. Par la suite, lorsqu'il a dirigé l'Initiative pour l'éradication de la poliomyélite en Afrique de 1993 à 2002, le nombre des pays d'endémie a été ramené de 34 à deux – un résultat qui n'aurait pas été possible sans la Déclaration de Yaoundé des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine de 1996 appuyant l'éradication de la poliomyélite.

Suite aux performances réalisés par le programme élargi de vaccination de l'OMS, les programmes nationaux ne se limitent plus qu'aux six vaccins classiques contre les maladies de l'enfant à savoir diphtérie, coqueluche, tétanos, rougeole, poliomyélite et tuberculose. Les nourrissons sont systématiquement vaccinés aussi contre la rubéole, l'hépatite B, et Haemophilus influenzae type b (une cause majeure de méningite et de pneumonie bactériennes), les rotavirus (une des principales causes de diarrhée) et Streptococcus pneumoniae (une importante cause de pneumonie).

Aline Nzuzi

BANQUE MONDIALE-RDC

Des projets pour soutenir l'émergence du pays

Des interventions de l'institution monétaire internationale couvrent les secteurs visant l'accélération d'une croissance économique forte, inclusive, durable et résiliente et une amélioration significative des indicateurs de développement humain ainsi qu'une prise en compte des déficits d'accès aux services de base.

Le partenariat qui existe entre la Banque mondiale (BM) et la RDC a été expliqué, le 18 juin, par le directeur des opérations de cette institution de Bretton Woods pour les deux Congo, Eustache Ouayoro, à l'issue d'une journée portes ouvertes. À en croire cette haute personnalité de la BM, ces rapports dynamiques ont permis de faire approuver près d'un milliard de dollars de projets sous forme de dons entre 2013 et 2014, ramenant ainsi l'engagement total de l'institution monétaire internationale à 3,4 milliards.

Pour le directeur des opérations de la BM, le programme de développement mené en RDC est l'un des plus importants du pays. « À la Banque mondiale, nous sommes convaincus que de nouvelles perspectives s'ouvrent pour ce pays qui est le plus grand, en termes de superficie et qui abritera la 11^{ème} population la plus large du monde en 2050. La prospérité est possible dans ce pays aux immenses richesses. Il faudra, pour y arriver, travailler davantage et plus vite, reformer sans relâche pour libérer les énergies en misant à fond sur les possibilités qu'offre la décentralisation dans ce pays continent », a-t-il soutenu. Eustache Ouayoro a noté que actuel-



Le directeur des opérations de la Banque mondiale pour les deux Congo, Eustache Ouayoro

lement, les interventions de la Banque mondiale couvrent principalement cinq secteurs : infrastructures (routes, énergie, eau) représentant 61 % du portefeuille, les secteurs sociaux (santé, éducation et protection sociale), 19 %, gouvernance incluant le secteur minier, 8 % ; le secteur privé représentant 9 %, et le secteur agriculture, représentant 3 % du portefeuille. Alors que le montant total des décaissements à fin mai 2014 a été estimé à 343,1 millions de dollars (y compris des

projets régionaux). Ce qui fait un taux de décaissement de 28,5 %. Soixante quatre pourcents de programme de la BM en RDC concernent le secteur de l'énergie hydroélectrique et des transports. Alors que dans le domaine des infrastructures, cette institution s'est engagée, en cofinancement avec la coopération britannique, dans l'un des plus grands programmes de réunification routière. Cette dernière devrait permettre de relier Lubumbashi à Bukavu et de

Kisangani à Aketi. Le fonctionnement du chemin de fer a également été rétabli en particulier grâce à un soutien financier exceptionnel de la BM à la Société nationale des chemins de fer (SNCC). Dix huit locomotives sont en cours de fabrication et devraient être livrées en 2015. Alors que l'engagement de cette institution monétaire internationale dans le secteur de l'agriculture s'est renforcé au cours des dernières années avec des projets dans les provinces de l'Équateur et du Bas-Congo et, bientôt, dans les Kivu et le Nord-Katanga.

Travailler avec les privés

Avec le nouveau projet des infrastructures financières, l'institution de Bretton Woods va soutenir l'accès des Petites et moyennes entreprises aux financements de plus longue durée et à des taux compatibles avec l'activité économique, y compris la modernisation du système de paiement et de compensation bancaire.

La BM est également intervenue dans la réduction de l'impact de la malaria, dans l'accroissement de l'accès aux soins de santé et dans la réduction en partie de la mortalité maternelle. Elle a également permis de mettre fin à la survivance de la poliomyélite, par le soutien aux campagnes de vaccination contre la poliomyélite, la fourniture de millions de dollars de médicaments essentiels, la réhabilitation de plus de 1 626 centres de santé et soixante huit hôpitaux de référence dans certaines provinces et

la distribution de près de dix-huit millions de moustiquaires imprégnées. Mais, il faudra également noter des engagements substantiels dans l'éducation avec la construction et la réhabilitation de 8 537 salles de classes et de quarante trois écoles, la distribution de plus de dix-huit millions de manuels scolaires et de guides des enseignants, le financement d'une partie des salaires des enseignants et des frais de fonctionnement de près de 26 000 écoles. Ce qui a constitué un soutien à la politique de gratuité du gouvernement, d'accroître les recrutements d'enfants à l'école et d'augmenter le taux d'achèvement au niveau du cycle primaire. Pour le directeur des opérations de la BM pour la RDC et la République du Congo, le développement est un effort collectif. Il n'est pas l'affaire de seules autorités mais, de tout le monde. « Si l'on veut que la croissance économique soit forte, il faut que tout le monde s'implique. C'est différent d'un match de football où il n'y a qu'un petit nombre qui joue et les autres sont des spectateurs », a-t-il insisté. De l'avis d'Eustache Ouayoro, la RDC a tous les atouts pour atteindre l'émergence. Mais, selon lui, la croissance n'est pas seulement une action économique mais également celle d'accès aux services sociaux de base ainsi que le développement du capital humain. C'est pourquoi, il a conseillé le renforcement de l'efficacité du secteur agricole, la diversification de l'économie, l'amélioration de la qualité des ressources humaines, ainsi que l'amélioration des infrastructures. « Sans une agriculture performante, il est difficile d'atteindre l'émergence », a-t-il expliqué.

Lucien Dianzenza

TRANSPORT EN COMMUN

De nouveaux bus Hyundai bientôt accordés à crédit aux transporteurs privés

Le crédit de ces bus neufs et l'échéancier de remboursement seront communiqués aux requérants via le ministère des Transports.

Chose promise, chose due. Le gouvernement vient de concrétiser sa promesse faite aux membres de l'Association des propriétaires des véhicules affectés au transport en commun au Congo (APVECO) de leur octroyer à crédit des nouveaux bus. En effet, avec le dernier lot restant de deux cent cinquante minibus Hyundai arrivés à Kinshasa le 18 juin dernier, le charroi affiche désormais complet. La totalité des bus commandés par le gouvernement et livrés par Central Motors, représentant de la firme coréenne Hyundai, est porté aujourd'hui à 250 bus comme prévu. Il s'agit maintenant de procéder à leur distribution sous conditions aux propriétaires des véhicules affectés au transport en commun réunis au sein de l'APVECO.

Là-dessus, ni la hauteur du crédit arrêté pour l'octroi desdits bus ni l'échéancier de remboursement n'est encore connu. Le ministère des transports, rapportent des sources, se chargera le moment opportun, de les communiquer aux requérants. D'après certaines indiscretions, il appert



Un bus Hyundai

que le montant que se propose de fixer le gouvernement serait tellement exorbitant au point de dissuader certains membres de l'APVECO de ne pas tenter l'aventure. Qu'à cela ne tienne. Ce qui est sûr, c'est que bientôt, les kinois verront circuler sur leurs artères ces nouveaux minibus Hyundai appelés à remplacer les fameux Mercedes 207 à l'origine de plusieurs accidents de

circulation dans la ville. Le coût global de ces 250 minibus s'élève à 13 milliards de francs congolais (environ 14 millions de dollars), à en croire le ministre des transports et voies de communication. Le gouvernement aurait déboursé 57.000 dollars par bus, indiquent de leur côté des sources proches du dossier.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ INFANTILE ET MATERNELLE

Le ministère de la Santé appuie sur l'accélérateur

Certes, des efforts sont menés pour réduire les taux de mortalité infantile et maternelle en RDC mais à l'approche des Objectifs du millénaire pour le développement, les études démontrent que le pays n'atteindra pas ces objectifs

Pour ce faire, le ministère de la santé publique a mis en place un cadre d'accélération de lutte contre la mortalité infantile et maternelle conformément aux objectifs 4 et 5 liés à la réduction de la mortalité infantile et maternelle. L'objectif visé par ce cadre est de sauver environ 430 000 vies d'enfants de moins de 5 ans et d'éviter environ 7 900 décès maternels d'ici à 2015.

Au cours d'une journée de sensibilisation organisée par le ministère provincial de la Santé en partenariat avec l'organisme international IMA/ECI à l'Institut national pilote d'enseignement des sciences de la santé (INPESS), une centaine de responsables sanitaires et cadres de 35 zones de santé de la ville de Kinshasa ont plaidé pour l'intensification du plaidoyer en faveur dudit cadre.

Le directeur adjoint du Programme national de lutte contre l'onchocercose (PNLO) et expert du Comité technique mixte du CAO 4 et 5, le Dr Adrien Loka, a reconnu que malgré quelques résultats encourageants enregistrés dans le secteur de la santé au cours de ces dernières années, la RDC ne pourra pas atteindre les OMD 4 et 5 à l'échéance prévue de 2015. si un coup d'accélérateur n'est pas donné aux progrès actuels. Il reste par ailleurs convaincu qu'il faut renforcer des interventions à haut impact pour améliorer la santé de la mère et de l'enfant.

Il va sans dire que la santé de la mère et de l'enfant demeure préoccupante en RDC, le Dr Marie-Louise Mbo, consultante en santé maternelle, néo-natale et de l'enfant (SMNE) l'a reconnu dans son intervention. Pour pallier cette situation, elle plaide pour une implication de tous afin que, pour des causes évitables, aucune femme ne meurt en donnant la vie et qu'aucun enfant ne meurt en venant au monde.

Aline Nzuzi

NOUVELLE AÉROGARE DE NDJILI

La mise en service prévue au mois d'octobre

Sa capacité de traitement est d'un million de passagers par an, soit une moyenne de 83.000 passagers par mois

C'est dans le but de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de construction de la nouvelle aérogare de l'aéroport de Ndjili que le premier ministre Matata Ponyo a effectué le mercredi 18 juin une visite d'inspection sur le site. Cette visite tenait à donner un coup d'accélérateur aux travaux qui étaient pourtant censés se terminer au mois d'avril dernier. En tout état de cause, le premier ministre qu'accompagnait le ministre des transports et voies de communication, Justin Kalumba Mwana Ngongo, ont eu les assurances nécessaires du maître d'ouvrage, la firme française Alpha Airport.

« Nous allons tenir le pari qui consiste à mettre cette aérogare en service à l'horizon du 15 octobre. Nous pourrions avoir un service de qualité. L'ambition, c'est d'avoir cette aérogare totalement aux normes, en termes de confort, mais aussi en termes de sûreté », a indiqué le ministre Justin Kalumba fier du bâtiment qui s'étalait de toute sa longueur sous ses yeux.

C'est devant l'aérogare nationale, précisément dans l'espace qui servait autrefois de parking à l'aéroport de N'Djili qu'est en train d'être construite cette nouvelle aérogare. Il s'agit,



Aéroport international de Ndjili

comme l'ont spécifié les ingénieurs, d'un bâtiment démontable érigé sur une superficie de 10.000 mètres carrés. Sa capacité de traitement est d'un million de passagers par an, soit une moyenne de 83.000 passagers par mois.

Tout est mis en œuvre pour faire de cette structure aéroportuaire un élément-symbole de la révolution de la modernité initiée par le Chef de l'Etat Joseph Kabila. Le bâtiment sera équipé d'appareils de sûreté conformes au plus

haut standard de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), rassure-t-on.

Lancés par le président de la République en juin 2013, les travaux de construction de ce Terminal sont exé-

cutés par la firme Alpha Airport et financés sur fonds propres par le gouvernement à hauteur de 21 millions de dollars.

Alain Diasso

MUSIQUE

Papa Wemba se marie le 09 août

La cérémonie du mariage religieux est prévue à la paroisse Saint Joseph de Matonge.

Le mariage religieux de Papa Wemba et de Marie-Rose Luzolo « Amazone » interviendra ainsi après 44 ans de vie commune. « C'est une reconnaissance. Marie-Rose et moi nous sommes décidés à nous présenter à l'église. Les enfants nous ont également beaucoup encouragés. Nous avons laissé parler notre cœur. Il ya quelques années le Pape Benoît XVI nous avait bénis et même le cardinal Monsengwo avait prié pour nous. C'est une reconnaissance envers l'église catholique et envers Dieu », a déclaré Papa Wemba sur la chaîne publique.

Papa Wemba et son épouse ont donné naissance à 6 enfants. Au cours de sa carrière musicale, le chef du village Molokaï a dédié plusieurs chansons à celle qui partage sa vie depuis plusieurs années. Les plus connues sont notamment « Amazone », sortie dans les années 70 ainsi que « Phrase » en 2000. En officialisant son mariage, Papa Wemba souhaite ainsi honorer à la fois la mère de ses enfants ainsi que l'église catholique. C'est également à la paroisse Saint Joseph de Matonge qu'avait été organisée la messe d'action de grâce à l'occasion de la célébration des 35 ans de Viva la Musica. La paroisse est située au quartier Matonge, non loin du village

Molokaï, son fief musical. Selon l'artiste, cette église l'a vu grandir et surtout l'a accompagné spirituellement dans sa carrière de musicien. Notons que samedi dernier Papa Wemba a fêté ses 65 ans d'âge en présence de son épouse ainsi que de ses nombreux proches.

Sortie mondiale de « Maître d'école »

Sur le plan musical, c'est ce vendredi 20 juin que sera lancé le nouvel album de Papa

son à son épouse intitulée « Ma Rosa ». Les autres chansons de l'album sont notamment « Ndjamena », « I need you love », « Chasse à l'homme » en duo avec JB Mpiana, « Pool de la mort », « Triple option », « L'homme de Sandtown (H2O) », « Nandimi », « Valeur ya muasi », « Nostalgie », « Kaporal » et « 4 minutes 29 secondes d'adoration ». Papa Wemba a également effectué des duos avec Jossart Nyoka Longo et Barbara Kanam. Le



Papa Wemba et son épouse Marie-Rose Luzolo « Amazone »

Wemba. Le nouvel opus compte 24 titres plus un bonus de la chanson « Blessure » dédiée à King Kester Emeneya. Dans cet album, le chef du village Molokaï dédie également une chan-

son à son épouse intitulée « Ma Rosa ». Les autres chansons de l'album sont notamment « Ndjamena », « I need you love », « Chasse à l'homme » en duo avec JB Mpiana, « Pool de la mort », « Triple option », « L'homme de Sandtown (H2O) », « Nandimi », « Valeur ya muasi », « Nostalgie », « Kaporal » et « 4 minutes 29 secondes d'adoration ». Papa Wemba a également effectué des duos avec Jossart Nyoka Longo et Barbara Kanam. Le

Patrick Kianimi

COMITÉ DE LIAISON

Le calendrier des élections locales au centre du débat

Le comité de liaison permettra d'éclairer des ombres qui persistent parmi les politiques.

Cible de toutes les critiques de l'opposition politique congolaise et d'une partie de la société civile à la suite de la publication du calendrier électoral des municipales, urbaines et locales, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a pris rendez-vous avec les mandataires des partis politiques.

La réunion extraordinaire prévue ce vendredi 20 juin au palais du peuple aura comme objectif d'échanger avec les mandataires des partis politiques sur le calendrier électoral afin d'élaguer toutes les confusions entretenues au sein de la société congolaise.

Cette rencontre avec les points focaux des partis politiques intervient après plusieurs actions menées par la Céni en faveur des organisations de la société civile. Elle peut servir utilement à l'extinction d'une certaine tension qui gagnait les esprits dans les milieux tant sociaux que politiques. Elle pourra fixer les partis politiques sur les véritables raisons de la publication du calendrier des élections urbaines, municipales et locales.

Aux yeux des observateurs, la réunion du palais du peuple réaffirme la volonté de la commission électorale d'impliquer toutes les parties prenantes dans l'organisation du processus électoral en cours, gage de la transparence et de la crédibilité. Cela est d'autant plus important sachant que plus de 400 formations politiques de la RDC ont souscrit au comité de liaison s'engageant ainsi à accompagner la Céni dans la bonne organisation des élections.

Au cas où la Céni parvenait à dissiper le malentendu entretenu, elle se garantirait de la confiance des partis politiques pour la suite des événements.

Jeannot Kayuba

TOUR CYCLISTE DE LA RDC

Le Belge Koen Muynck vainqueur de la première étape

Participant pour la première fois au Tour cycliste international de la RDC, le Belge Koen Muynck s'approprie le maillot jaune dès la première étape. Le premier congolais, Jean-Luc Tshiana, a fini cette étape entre Kolwezi et Likasi à la 20e position.

La deuxième édition du Tour cycliste international de la RDC a été lancée le mercredi 18 juin 2014 à Kolwezi dans la province du Katanga, par le premier ministre Augustin Matata Ponyo. Et la première étape courue le même jour entre Kolwezi et Likasi a été remportée par le Belge Koen Muynck. Il a bouclé les 150 km du trajet en 4 heures, avec une moyenne de 37,5 km l'heure.

Le Belge qui participe pour la première fois à ce Tour a dit toute sa satisfaction pour ce succès. La deuxième place a échu au Burkinabe Amidou Yameogo, juste devant le Français Richet Noël. Le premier congolais, Jean-Luc Tshiana, s'est positionné à la 20e place,



Coureurs dans les rues de Kinshasa

juste devant le vainqueur de la première édition du Tour, le Français Clain Médéric qui a connu une crevaison. La deuxième étape devrait se courir le jeudi 19 juin 2014 jusqu'à Kasumbalesa ville frontalière avec la Zambie. Ensuite, les coureurs qui sont près de quatre-vingt-dix à prendre part à cette compétition cycliste vont être transbordés à Kinshasa pour d'autres étapes du Tour dans les provinces du Bas-Congo et du Bandundu.

L'on rappelle que les coureurs de la RDC sont constitués en trois équipes dans cette course. Rappelons-le toutefois, quelques clubs de Kinshasa ont boycotté cette deuxième édition.

Et l'on note l'absence de Dukua Bumba qui était le premier congolais le mieux classé à la première édition du Tour cycliste international de Kinshasa, en occupant la septième place. Et l'entraîneur de l'équipe nationale de cyclisme, Alain Yanda, avait affirmé avoir préparé un coureur pour remplacer Dukua.

Martin Engimo

VIE DES CLUBS

CS Imana déterminé à se départir du DCMP

La scission au sein du Daring Club Motema Pembe (DCMP) est plus qu'évidente au regard des dernières évolutions de cette crise. Le CS Imana s'est constitué en club bien distinct du DCMP, selon les récentes déclarations de celui qui paraît comme son tuteur, l'évêque Pascal Mukuna.

Les deux parties ont été invitées par le gouverneur André Kimbuta de la ville de Kinshasa - lors d'une récente réunion qu'il a initiée - à composer un comité provisoire de onze personnes constitué des délégués de deux parties en conflit. Mais visiblement, la proposition de l'autorité politico-administrative n'a pas été prise en compte. L'on remarque plutôt la radicalisation des positions, surtout du côté du CS Imana, la partie déjà dissidente du DCMP, menée par l'évêque et pasteur Pascal Mukuna de l'église ACK.

Au cours d'une intervention dans sa chaîne de télévision, il est revenu sur la rencontre autour du gouverneur.

«Le gouverneur a juste proposé un comité de 10 membres et la proposition n'est pas une imposition», a-t-il déclaré. Pascal Mukuna s'est beaucoup plus exprimé sur le CS Imana sur le point d'exister en bonne et due forme. «Si nous ne nous exprimons plus dans les médias c'est par ce que nous étions en négociation avec les partenaires du CS Imana. Nous venons de finaliser d'autres problèmes liés à la Fédération congolaise de football association et nous sommes déjà à l'étape d'une permanence qualifiée et d'autres équipements de l'équipe», a révélé Pascal Mukuna.

Et il a affirmé que parmi les partenaires du CS Imana qui aura le statut de société, il y a aussi quelques leaders politiques du pays. «L'équipe est totalement en bonne marche, car on a eu déjà un entraîneur étran-



Pascal Mukuna se présente comme le tuteur du CS Imana et Antoine Musanganya (ancien président du comité de direction) est déjà à Kinshasa pour arranger les problèmes de certains anciens joueurs. Et aux supporters, le slogan du club c'est jamais sans vous», a souligné celui qui se présente comme le tuteur du CS Imana, formation désormais dissidente du DCMP.

L'on attend voir la suite de ce dossier déchirant qui, vraisemblablement, est sur le point d'aboutir à une séparation complète entre le DCMP et le CS Imana ; comme c'est arrivé à l'AS Dragons de Kinshasa et sa dissidente, le RC Bilima, qui évoluent tous au championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfin).

M.E.

VOLLEY-BALL

Bandundu accueillera la onzième Coupe du Congo

Les délégations d'autres provinces sont attendues à Bandundu, chef-lieu de la province portant la même appellation, au plus tard le 7 août, et le coup d'envoi de la compétition est programmé pour le 9 août 2014.



match de volley-ball dames à Kinshasa

La onzième édition de la Coupe du Congo de volley-ball sera organisée, du 9 au 16 août 2014, dans la ville de Bandundu dans la province portant la même appellation. C'est le secrétaire général de la Fédération de volley-ball du Congo (Fevoco), Célestin Shakob qui a livré l'information à la presse. Le nombre des clubs qui vont participer à cette compétition nationale de la balle haute n'est pas encore connu. Car, apprend-on, les provinces d'où proviendront ces clubs seraient encore en compétitions provinciales.

L'on sait que seuls les clubs champions et vice-champions provinciaux obtiendront leur sauf-conduit pour se rendre à Bandundu. Cependant, les clubs champions du Congo de la précédente édition sont d'office qualifiés pour cette joute sportive. Il s'agit des dames de Canon de Ndjili et des messieurs de Force Terrestre, deux clubs de Kinshasa. Et Célestin Shakob de signifier : « La 11e édition de la Coupe du Congo sera qualificative à la Coupe d'Afrique des clubs champions, prévue en 2015. Mais, la date et le lieu de la compétition seront déterminés lors du conseil d'administration de la Confédération africaine de volley-ball, prévu en novembre 2014 au Soudan ».

Selon le programme présenté par le secrétaire général de la Fevoco, les délégations des provinces pour prendre part à la Coupe du Congo de volley-ball sont attendues à Bandundu le 7 août 2014. La réunion préliminaire et le contrôle des licences des athlètes, ainsi que la réunion technique sont prévus le 8 août, juste avant l'ouverture de la compétition le 9 août. Enfin, les délégations regagneront leurs provinces au lendemain de la compétition, le 17 août 2014. Naturellement, le gouverneur de la province Jean Kamisendu est appelé à s'impliquer personnellement pour la réussite de cette compétition à Bandundu.

M.E.

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Les populations de Kakamoeka exigent un referendum en vue du changement

Les déclarations des habitants de cette sous-préfecture ont été faites récemment, en présence d'Alexandre Mabilia, député de la dite localité qui y a effectué une descente parlementaire.

quatre comités de village de Kakamoéka à l'endroit du président de la République stipulent que : « La Constitution congolaise du 20 janvier 2002 mérite d'être changée, sans condition, par le biais d'un referendum. Celle-ci devient inadaptée

Intervenant à son tour, Alexandre Mabilia, en tant que représentant des populations de Kakamoéka à l'Assemblée, est revenu sur les lois et affaires traitées et adoptées à l'hémicycle comme l'opération « Mbata ya bakolo », le projet santé et eau pour tous, l'étude de faisabilité du barrage de Sounda et la réhabilitation de la route Malélé-Bioko et autres.

À propos, il faut signaler les nombreuses actions émanant de lui, à Kakamoéka et dans les villages environnants. Il s'agit par exemple des travaux d'adduction d'eau potable, de la construction d'un marché moderne, la dotation d'un moteur hors-bord pour l'évacuation des malades vers les grands centres hospitaliers à Pointe-Noire, la dotation des antennes paraboliques et des postes téléviseurs aux vingt quatre villages de sa circonscription électorale.

Située dans le département du Kouilou, la sous-préfecture de Kakamoéka est citée parmi les plus enclavées du Congo.

Séverin Ibara



Les populations attentives au message du député

En effet les différents messages des jeunes, femmes et sages issus des vingt

et caduque par rapport à la réalité politique actuelle du pays. »

CONTRÔLE DE L'AFFICHAGE DES PRIX

L'opération rencontre un écho favorable chez les commerçants

Lancée la semaine dernière par la direction départementale de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales de Pointe-Noire, l'opération est appréciée de nombreux commerçants qui se conforment aux exigences de la loi.



Une équipe de contrôleurs et enquêteurs commerciaux à Tié-Tié (© Adiac).

« L'opération permet de conseiller, orienter et éduquer les commerçants. À travers celle-ci, les brigades en charge de son exécution font connaître et appliquer aux commerçants l'ensemble des lois sur l'affichage obligatoire des prix, la transparence du marché et l'utilisation des sacs en plastique aux commerçants de Pointe-Noire. Grâce à ces conseils, les seront épargnés des différentes sanctions et éviteront plusieurs infractions d'ordre commercial », reconnaît Hamadi Ndiaye, un commerçant exerçant au marché Tié-Tié du troisième arrondissement.

Répondant à la presse sur l'intérêt de cette opération, Gaspard Massoukou, directeur départemental de la Concurrence et de la répression des fraudes

commerciales de Pointe-Noire, a expliqué que la vie chère constituait un fléau que l'on devait combattre en mettant en application les lois et règlements commerciaux en vigueur. « Cette action, œuvre du ministère du Commerce et des approvisionnements, est appuyée par les syndicats de commerçants et les associations de consommateurs. Elle commence à produire ses fruits, car la quasi-totalité des commerçants du département a conscience du problème. À l'occasion des vœux du Nouvel An, le 17 janvier 2013, madame la ministre Claudine Munari invitait les associations des consommateurs à être vigilantes et à dénoncer auprès des pouvoirs publics tous les dérapages constatés », a-t-il souligné.

Interrogé sur le sujet, Jean-Claude Mabilia, président de l'Association de défense des droits des consommateurs du Congo, a indiqué que cette initiative était louable et souhaite que celle-ci soit menée de façon pérenne sur les différents marchés de la capitale économique. « Le changement des mentalités des commerçants sur l'affichage des prix exige du temps ; il nécessite plusieurs campagnes de sensibilisation et de suivi, comme le fait la direction départementale de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales afin de lutter efficacement contre la vie chère et satisfaire les multiples besoins des milliers des consommateurs », a-t-il indiqué.

Faustin Akono

JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

Des kits scolaires aux enfants des personnes vivant avec un handicap

Afin de les encourager aller à l'école, le président de l'association Initiative pour l'insertion sociale des personnes vulnérables (IISPV), Chérubin Miemo, a remis des kits scolaires aux enfants des personnes vivant avec un handicap de Pointe-Noire, à l'occasion de la Journée de l'enfant africain, célébrée chaque année le 16 juin.



Le président de l'IISPV, Chérubin Miemo, donnant le top de la compétition pour la rentrée scolaire (© Adiac).

La cérémonie a été organisée le 15 juin à Pointe-Noire en présence du chef de service Éducation morale, Grégoire Kombo, représentant la directrice de départementale de l'Éducation civique.

Décrétée en 1991 lors de l'assemblée de l'Union africaine, la 23e Journée de l'enfant africain a été célébrée cette année sur le thème : « Une éducation de qualité gratuite, obligatoire et adaptée pour tous les enfants en Afrique ». Conformément au thème, Chérubin Miemo a remis des cahiers et des stylos aux enfants des personnes handicapées.

Ces kits scolaires, a-t-il indiqué, permettent de réduire les charges des parents pour la rentrée scolaire prochaine. « Ces derniers n'ont pas des rémunérations très élevées », a souligné le bienfaiteur, reconnaissant les efforts du gouvernement congolais qui a adopté plusieurs lois sur les droits de l'enfant, notamment la loi Potignon de 2010 qui protège les droits de l'enfant.

Dans son exposé, Grégoire Kombo a souligné la nécessité, pour qu'il y ait une éducation de qualité au Congo, que le gouvernement de la République recrute des enseignants compétents afin que les élèves puissent recevoir une bonne formation. Selon lui, l'État pourrait recourir aux étudiants et instituteurs en fin de formation.

« Les étudiants en fin de formation dans les universités, les élèves des lycées qui obtiennent des bacs pour être instituteur et des licences pour être professeurs devraient être pris par le gouvernement pour améliorer la qualité des enseignements. Car une personne qui a reçu un bon enseignement saura à son tour le transmettre », a-t-il assuré. S'adressant aux enfants, il a indiqué : « C'est vous qui allez nous remplacer demain : vous devrez être compétents, un pays ne peut pas se développer avec des cadres incompétents. Un pays se développe si les cadres sont capables et bien préparés depuis la base. »

Grégoire Kombo rappelle la gratuité de l'école au Congo

Grégoire Kombo a ajouté que pour aboutir à une éducation de qualité, les enseignants devraient lier la théorie à la pratique.

Parlant de la gratuité dans les écoles, il a rappelé aux parents que dans les écoles publiques du Congo, les inscriptions, la scolarité et les examens étaient gratuits. « Aucun directeur ne peut vous demander de l'argent à l'inscription ou à l'examen. Si vous continuez à donner de l'argent aux directeurs, cela n'engage que vous. Aujourd'hui, la direction départementale de l'Éducation civique rappelle cette gratuité. La gratuité des manuels scolaires a commencé cette année. Nous voulons revenir à l'époque où tout était gratuit », a-t-il insisté.

Cet exposé participatif a éduqué les enfants qui se sont dits conscients des difficultés dans la société pour une personne qui n'avait pas étudié.

Enfin pour clôturer la cérémonie, le président de l'IISPV a fait découvrir aux enfants la « danse spaghetti », qui consiste à danser à deux sans casser le spaghetti que chacun tient dans sa bouche par un bout. Kareine Koubemba et Garcie Divine Doukagar, deux des gagnantes, se sont dites prêtes à commencer.

Charlem Léa Legnoki

CIRCULATION ROUTIÈRE

Deux bus entre en collision et fait plusieurs blessés

Un accident grave s'est produit dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, Lumumba, ce jeudi 19 juin, aux environs de 6 heures du matin, au carrefour des avenues situées entre l'ambassade de l'Angola et l'hôpital Adolphe Sicé.



Deux véhicules du transport en commun de marque Toyota Hiace sont entrés en collision aux premières heures du matin au carrefour de la ligne Une et Trois. Selon des témoignages recueillis sur les lieux, l'accident aurait fait plusieurs blessés graves. Ces derniers ont été conduits à l'hôpital général Adolphe Sicé situé à

quelques mètres du lieu de l'accident. Des sources sûres, il n'y a pas eu de morts. Mais la situation pourrait être critique compte tenu de la gravité des blessures constatées sur certaines personnes. Selon des témoins, l'accident serait dû à l'inattention et à un excès de vitesse. L'un des bus n'aurait pas respecté le

panneau « Stop » et le conducteur n'aurait pas vu l'autre véhicule qui arrivait en sens inverse. Résultat : les deux véhicules sont bien abîmés. Une fois de plus, les usagers de la route et les régulateurs de la circulation routière sont interpellés.

Prosper Mabondzo

ARTS PLASTIQUES

L'Italienne Elisa Preta expose ses toiles

Le vernissage de cette exposition intitulée **Métamorphose (Métamorphose)** s'est ouvert hier à la galerie d'art contemporain. Elle pourra être vue jusqu'au 19 août.

Le public va découvrir plus d'une dizaine de toiles de cette artiste plasticienne qui réside à Pointe-Noire depuis des années. Métamorphose est sa deuxième exposition à Pointe-Noire après celle, en juin dernier, à l'Institut français du Congo, où l'artiste a livré cette année, avec le peintre Dolet Malula de RDC, une performance d'une heure qui leur a permis de réaliser chacun une œuvre. Métamorphose est une exposition où se mêlent l'imaginaire et le réel. Elle représente l'évolution des choses, du



corps humain. C'est aussi du pop'art revisité par Elisa Preta, où la part belle est offerte à la femme.

Lucie Prisca Condhet

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

Désormais 7 vols par jour

Brazzaville Pointe-Noire

Voyagez entre Brazzaville et Pointe-Noire
toutes les deux heures, de 07h15 à 19h15

Boyeyi malamumu !



*Offre soumise à conditions

31 000 FCFA TTC*
Aller/retour

16 000 FCFA TTC
aller simple

Programme des vols

Numéro de vol	Routing	Départ	Arrivée
101	BZV - PNR	07:15	08:10
103	BZV - PNR	09:15	10:10
105	BZV - PNR	11:15	12:10
107	BZV - PNR	13:15	14:10
109/451	BZV - PNR	15:15	16:10
111	BZV - PNR	17:15	18:10
113	BZV - PNR	19:15	20:10
102	PNR - BZV	07:15	08:10
104	PNR - BZV	09:15	10:10
106	PNR - BZV	11:15	12:10
109/451	PNR - BZV	13:15	14:10
101	PNR - BZV	15:15	16:10
112	PNR - BZV	17:15	18:10
114	PNR - BZV	19:15	20:10

Nous avons des départs dans les deux sens toutes les deux heures

COUPE DU MONDE 2014

La chute d'un géant : l'Espagne

L'Espagne est redescendue sur terre ce 18 juin après son élimination dès le premier tour de la 20e édition de la Coupe du monde. C'est la fin d'une génération qui a fait vibrer le monde pendant six années. Une énorme surprise certes mais ce n'est pas aussi la première fois qu'une équipe tenante du titre subit un tel sort.

Les années passent et commencent à se ressembler pour les tenants du titre. Comme la France en 2002 et l'Italie en 2010 et plus loin le Brésil en 1966, l'Espagne n'a pas été épargnée par une élimination dès le premier tour, laissant son poste vacant si l'on peut dire ainsi. La Roja, la sélection espagnole, n'a pas eu les armes pour défendre son titre ni dépassé le premier tour de la compétition. Cela en a surpris plus d'un. Si la France en 2002 était handicapée par la blessure de son meneur Zinedine Zidane, l'Italie en 2006 par celle de Pirlo, les choses ne se sont pas passé différemment pour les Espagnols qui, pourtant, avaient tout leur groupe au complet et étaient logés dans un groupe pourtant à leur portée. L'Espagne de cette année a été très fébrile surtout en défense où elle prenait l'eau de tous bords. En deux sorties, l'Espagne a encaissé sept buts pour n'en marquer qu'un en plus sur penalty. Avec zéro pointé au compteur, les Espagnols joueront leur dernier match contre l'Australie (l'autre équipe éliminée par les Pays-Bas) rien que pour l'autre. C'est ce qui leur reste à faire. Pendant six ans, les Espagnols ont séduit le monde en établissant un record jamais égalé. L'Euro 2008 a été un déclic pour une équipe qui n'avait pour meilleure performance en Coupe du monde que la 4e place occupée en 1950. Le travail de Luis Aragones a porté ses fruits. Et la Roja remporta son deuxième titre européen après celui de 1964 puis s'affirme au mondial sud-africain en 2010, en remportant son premier titre mondial avant de récidiver lors de l'Euro 2012. Elle devient la première équipe de l'histoire à remporter un triplé coupe du monde et deux coupes d'Europe d'affilée. Un record établi par les

Espagnols est celui d'enregistrer le score avec le plus gros écart en finale de la Coupe d'Europe 4-0 face à l'Italie. Depuis, l'Espagne avait des comptes à rendre face à ses anciens adversaires. L'Italie commence par lui compliquer la tâche lors de la coupe de la Confédération. Après un score de 0-0 au temps réglementaire, l'Espagne s'impose aux tirs au but. En finale, elle n'a pas fait le poids devant le Brésil 0-3. Cette année le hasard du tirage a voulu que la meilleure équipe du monde débute la compétition par les Pays-Bas. Les Néerlandais n'ont pas manqué l'occasion de prendre leur revanche de la finale de 2010. Ils ont corrigé leurs adversaires 5-1. Les Chiliens ont eux aussi pris leur revanche face à une équipe qui les avait battus 1-2 lors de la phase de poules du mondial 2010. Vargas et Aranguiz ont forcé les Espagnols impuissants de prendre la porte très tôt. C'est la fin d'une génération. Il faudra penser à la relève. Outre l'Espagne, le Cameroun a quitté la compétition après avoir concédé sa deuxième défaite en autant de sorties face à la Croatie. Les Lions Indomptables ont été domptés 0-4. L'Australie a eu beau lutter face aux Pays-Bas, ils ont fini par craquer 2-3, synonyme d'élimination. Le 18 juin, les Pays-Bas et le Chili ont été les deux premiers qualifiés pour les huitièmes-de-finale. Ils ont mérité. Mais quoi qu'il arrive au terme des 64 matchs, la 20e édition de la Coupe du monde aura un nouveau vainqueur qui succédera à l'Espagne. Depuis la double victoire de l'Italie en 1934 et 1938 et celle du Brésil en 1958 et 1962, aucune sélection ne parvient à conserver son titre.

James Golden Eloué

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les résultats des seizièmes et les combinaisons des huitièmes-de-finale

La commission nationale d'organisation des compétitions n'a pas attendu le dernier match des seizièmes-de-finale qui se jouera le 22 juin entre le Club athlétique renaissance aiglon (Cara) et Diabes noirs d'Impfondo, pour révéler les combinaisons de cette étape aussi déterminante.

À l'issue de ces huitièmes-de-finale, l'on pourrait voir clair sur les potentiels candidats à la succession de l'Athlétic club Léopards de Dolisie, tenant du titre.

Kondzo et JST quittent la compétition

Les seizièmes-de-finale ont réservé au public sportif congolais quelques surprises, notamment avec l'élimination prématurée des quatre clubs d'élites et pas les moindres. Le FC Kondzo, éliminé cette saison en seizièmes-de-finale de la Coupe africaine de la Confédération, a été surpris à Owando par la formation d'Oyonnax. Cette dernière a opposé une farouche résistance aux Brazzavillois qui menaient pourtant au score 1-0 avant l'égalisation sur penalty par l'équipe de la Cuvette.

Cette dernière, plus réaliste, s'est imposée aux tirs au but 5-3 pour une énorme sensation à Owando. La Jeunesse sportive de Talangai a connu le même sort à Ewo devant Olympic. Au terme du temps réglementaire, les deux équipes étaient à égalité 1-1 mais les tirs au but n'ont pas souri aux Brazzavillois, 2-3. Ces deux équipes rejoignent ainsi Patronage Sainte-Anne, éliminée par Espoir Inter 0-1 et l'Association sportive ponténégrine, surprise par TP Caïman 1-2. L'autre grande équipe l'a échappé belle, ce 18 juin au stade Alphonse-Massamba-Débat. Les Diabes noirs ont été tenus en échec par le Club 57 1-1 et n'ont eu leur salut qu'à l'issue des tirs au but, 8-7. Les Léopards de Dolisie ont quant à eux, écrasé Cheminots de Dolisie 5-1, puis La Mancha a eu raison

de Pèlerin 2-0.

Les autres résultats

Tongo FC- Cassaco 2-0

Saint-Michel de Ouenzé- CESD 1-0

Étoile du Congo- Ajax de Ouenzé 2-1

AS Cheminots de Pointe-Noire- Ponton sur mer 4-0

V.-Club- Jeunes Fauves du Niari 1-1 puis 5-4

FC Bilombé- Munisport 1-1 puis 4-2

Entente de Loutété- Nico-Nicoyé 1-2

ASK- Interclub 0-1

Les combinaisons des huitièmes-de-finale

Le 21 juin au stade Alphonse-Massamba-Débat : Tongo FC- Interclub

Le 22 juin au stade Alphonse-Massamba-Débat : Diabes noirs- TP Caïman. Austade Denis-Sassou-N'Gusso à Dolisie : AC

Léopards- FC Bilombé. Au complexe sportif de Pointe-Noire :

V.-Club- Nico-Nicoyé et AS Cheminots- La Mancha

Le 24 juin au stade Alphonse-Massamba-Débat : Saint-Michel de Ouenzé- Olympic d'Ewo puis Étoile du Congo- Oyon-

nax

Le 25 juin : Espoir Inter- Vainqueur Cara- Diabes noirs d'Imp-

pfondo (le vainqueur sera connu le 22 juin)

J.G.E.



Le FC Kondzo quitte la compétition le moral dans les chaussettes. (Photo Adiac)

BRIN D'HISTOIRE

Sangolo

Sangolo (« fais l'effort ! » ou « pousse ! »). Ce quartier de Brazzaville doit son nom aux travaux de construction du barrage du Djoué. Il jouxte la cité du même nom, petit ensemble moderne de 120 coquettes villas destinées au logement des expatriés et des travailleurs congolais.

Le Djoué coule en contrebas, avec un débit moyen de 200 mètres cubes par seconde, le minimum étant de 120 et le maximum de 400. C'est cette rivière qui a été aménagée pour la construction du barrage du Djoué. C'est ainsi que toute la vallée a été coupée par une énorme masse de béton haute de dix mètres et longue de 185 mètres. L'eau ainsi captée passe par un tunnel de 825 mètres de longueur, creusé sous la colline de la cité pour aboutir aux deux groupes qui peuvent produire 15 000 kWh. Un travail énorme, un dur labeur et beaucoup d'efforts. C'est assurément la preuve de la volonté prométhéenne des inspireurs de ce projet. Le Djoué est le premier des travaux hydroélectriques en AEF (Afrique équatoriale française).

Des travaux gigantesques, pour lesquels 1 300 tonnes de ciment, 800 tonnes de fer et 18 000 tonnes de matériaux divers sont nécessaires, durent des années. Au moment où le chantier tourne à plein, 200 Européens et 1 200 Africains y sont employés. M. Jacquinet, ministre de la France d'outre-mer, inaugure le barrage du Djoué le 2 février 1954. Outre Brazzaville, le barrage du Djoué doit fournir de l'électricité à la ville voisine de Léopoldville (actuelle Kinshasa). À l'époque, la consommation de la capitale congolaise est de 2 000 kW.

En 1954, Brazzaville intramuros compte quatre quartiers : Bacongo, La Plaine, Mpila et Poto-Poto. Très peu de maisons disposent du courant électrique. D'où l'espoir des autorités de l'époque de voir des industries s'installer dans la capitale de l'AEF pour stimuler son économie. Pendant des décennies, le Djoué, comme on l'appelle, alimente Brazzaville. Mais l'expansion de la ville, en dehors de toute maîtrise urbaine, a contraint la Société

nationale d'énergie, la SNE née des cendres de l'Unelco, l'opératrice historique de ce secteur, à trouver des solutions complémentaires pour l'alimentation de Brazzaville et de ses environs. Le recours à Inga, via la Société nationale d'électricité (Snel) du Zaïre (RD-Congo), permet pendant de nombreuses années de suppléer à l'insuffisance de l'offre d'électricité. Le boulevard énergétique, en cours de construction, dont certains chaînons sont opérationnels comme Moukoukoulou ou Imboulou, résoudra sans doute le déficit actuel en matière de fourniture d'électricité. La réactivation du projet de Sounda est, de ce point de vue, une perspective intéressante.

Le site de Sounda est découvert en 1887-88 par un Français, l'ingénieur hydrographe Jacob, au cours des recherches de l'itinéraire de la voie ferrée qui reliera la côte à Brazzaville. En 1927, ce même site retient l'attention de la mission Darnault chargée d'inventorier les richesses hydroélectriques de l'AEF.

En 1952, à la demande du territoire du Moyen-Congo, un avant-projet d'ouvrage hydroélectrique est établi pour les besoins éventuels de Pointe-Noire. En 1954, à la suite de cet avant-projet, l'EDF (Électricité de France) décide d'entreprendre l'étude d'un barrage. En 1957, des études de détail sont poursuivies pour répondre aux divers impératifs ; elles sont terminées en 1960. La route Pointe-Noire-Sounda est réalisée. Le premier coup de pioche du barrage de Sounda est donné en 1961. Mais les travaux sont arrêtés. La réalisation de ce barrage représente 7 milliards de kWh. Sous le président Lissouba (1992-1997), le projet a été sous-dimensionné à 1 200 milliards de kWh.

Sangolo, le bien nommé petit hameau, accroché au flanc de Brazzaville en amont du barrage du Djoué, est désormais une grande cité, en perpétuelle expansion. Il fait partie du premier arrondissement, Makélékélé.

Mfumu